

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2006-2007

18 AVRIL 2007

Projet de loi tendant à lutter contre certaines formes de discrimination

Procédure d'évocation

AMENDEMENTS

N° 1 DE M. HUGO VANDENBERGHE

Art. 2

Entre le mot « transpose » et les mots « la Directive », insérer le mot « notamment ».

Justification

La loi est beaucoup plus large que ce qui est prévu dans la directive 2000/78, étant donné qu'elle a une portée beaucoup plus générale (accès aux biens et services et offre de biens et services). L'article 2, tel qu'il est formulé actuellement, ne reflète donc absolument pas le contenu. La loi va beaucoup plus loin. On ne peut laisser entendre qu'elle est une transposition obligatoire d'une directive; au contraire, une bonne partie des dispositions résulte d'un choix politique conscient et libre.

N° 2 DE M. HUGO VANDENBERGHE

Art. 3

Remplacer cet article par le texte suivant :

Voir:

Documents du Sénat :

3-2364 - 2006/2007 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2006-2007

18 APRIL 2007

Wetsontwerp ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie

Evocatieprocedure

AMENDEMENTEN

Nr. 1 VAN DE HEER HUGO VANDENBERGHE

Art. 2

Tussen het woord « wordt » en het woord « Richtlijn » het woord « ondermeer » invoegen.

Verantwoording

De wet is veel ruimer dan hetgeen bepaald is in richtlijn 2000/78, aangezien zij een veel algemener draagwijdte heeft (toegang tot en aanbod van goederen en diensten). Het artikel 2 dekt in zijn huidige vorm dus absoluut niet de lading. De wet gaat veel verder. Men kan niet laten uitschijnen dat zij een verplichte omzetting is van een richtlijn, integendeel is een groot deel van de bepalingen het gevolg van een bewuste en vrije politieke keuze.

Nr. 2 VAN DE HEER HUGO VANDENBERGHE

Art. 3

Dit artikel vervangen als volgt :

Zie:

Stukken van de Senaat :

3-2364 - 2006/2007 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

« Art. 3. — La présente loi a pour objectif de créer, dans les matières visées à l'article 5, un cadre général pour lutter contre :

— la discrimination directe, étant une mesure ou une pratique qui entraîne une différence de traitement entre des personnes, laquelle a pour objectif direct d'occasionner ou de consacrer un résultat dommageable qui ne poursuit pas de but légitime ou qui ne présente pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé;

— la discrimination indirecte, étant une distinction qui résulte d'une disposition, d'un critère ou d'une pratique apparemment neutre, mais qui a pour objectif d'occasionner à des personnes un résultat dommageable qui ne poursuit pas de but légitime ou qui ne présente pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

La présente loi n'a toutefois pas pour objectif de régler les discriminations visées par la loi du ... modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et la loi du ... tendant à lutter contre la discrimination entre hommes et femmes. ».

Justification

Le présent amendement se fonde sur l'arrêt 157/2004 pour donner une définition de la discrimination qui soit conforme à la jurisprudence nationale et internationale en la matière et souligne la nécessité d'un dol spécial, consistant à consacrer ou à occasionner un dommage d'une manière illégitime et disproportionnée. Le premier tiret concerne la discrimination directe, le second la discrimination indirecte.

Il est exact que la formule suggérée par la Cour ne contenait pas de référence au dol spécial, mais elle le présupposait. La Cour souligne en effet qu'une différence de traitement qui fait l'objet d'un large débat public et toute manifestation qui relève de la liberté d'expression ne constituent pas une discrimination lorsque l'intention particulière requise est absente (Arrêt 157/2004, B.40.2.). En cas d'infraction à l'interdiction visée à l'article 2, § 1^{er}, la liberté d'expression et la responsabilité des dommages ne peuvent être invoquées que si l'intention était bel et bien de causer un dommage en faisant une distinction non objective et dénuée de justification raisonnable.

Le présent amendement indique en outre clairement qu'il ne règle pas les discriminations visées dans les deux autres lois. Il est ressorti des auditions qu'un certain nombre d'orateurs étaient favorables à l'élaboration d'une seule loi visant à éviter les discriminations internes entre les personnes protégées, mais une telle uniformisation semble techniquement difficile à réaliser à court terme.

« Art. 3. — Deze wet heeft tot doel met betrekking tot aangelegenheden bedoeld in artikel 5 van deze wet, een algemeen kader te creëren voor de bestrijding van :

— directe discriminatie, zijnde die maatregel of handelswijze die een verschil in behandeling van personen teweegbrengt dat rechtstreeks als oogmerk heeft het bewerkstelligen of bevestigen van een schadelijke weerslag die geen legitiem doel dient of geen redelijk verband van evenredigheid inhoudt tussen de aangewende middelen en het beoogde doel;

— indirecte discriminatie, zijnde dit onderscheid dat het gevolg is van een ogenschijnlijk neutrale bepaling, maatstaf of handelswijze, doch die het oogmerk heeft op personen een schadelijke weerslag teweeg te brengen die geen legitiem doel dient of geen redelijk verband van evenredigheid inhoudt tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

Deze wet heeft evenwel niet de bedoeling de discriminaties te regelen bedoeld bij de wet van tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden en de wet van ... tot bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen.

Verantwoording

Dit artikel geeft, conform het Arrest 157/2004, een definitie van discriminatie die overeenstemt met de nationale en internationale rechtspraak terzake, en geeft aan dat er een bijzonder opzet moet zijn, bestaande in het op illegitieme en onevenredige wijze bevestigen of instellen van een schade. Het eerste streepje behandelt de directe, het tweede de indirecte discriminatie.

Het is inderdaad zo dat de door het Hof gesuggereerde formule niet het bijzonder opzet inhield, maar dit wel veronderstelde. Immers stelt het Hof dat een verschil in behandeling dat het voorwerp uitmaakt van een breed maatschappelijk debat en elke uiting behorend tot de vrijheid van meningsuiting, geen discriminatie zijn indien een bijzonder opzet ontbreekt (Arrest 157/2004, B.40.2.). De vrijheid van meningsuiting en de verantwoordelijkheid voor de schade bij overtreden van het verbod van artikel 2, § 1 kan daardoor enkel maar spelen indien het ook de bedoeling was te schaden door het maken van een met-objectief en redelijkerwijs gerechtvaardigd onderscheid.

Bovendien wordt met dit amendement duidelijk gesteld dat het niet de discriminaties regelt bedoeld in de twee andere wetten. Zoals uit de hoorzitting is gebleken waren een aantal sprekers voorstander van het tot stand komen van één wet om interne discriminaties tussen de beschermde personen te vermijden, doch dergelijke uniformisering lijkt op korte termijn technisch moeilijk haalbaar.

N° 3 DE M. HUGO VANDENBERGHE

(Subsidiaire à l'amendement n° 2)

Art. 3

Remplacer les mots «ou de l'origine sociale» par les mots «, de l'origine sociale, de l'affiliation syndicale, des possessions, de l'appartenance à une minorité nationale, des convictions, des opinions ou de la situation.».

Justification

Si l'on opte malgré tout pour une liste fermée, celle-ci doit être aussi exhaustive que possible, de manière à éviter une discrimination interne au sein de la loi et entre les différentes lois antidiscrimination.

Les experts ont formulé de sérieuses réserves à l'égard de cette liste, au cours des auditions de la Chambre des représentants et dans la littérature, de même que le Conseil d'État, qui la juge incomplète :

1. Filip Dorssemont (KULeuven) estimait ainsi dans le *Juristenkrant* que l'affiliation syndicale faisait défaut dans cette liste. Il est toutefois probable que bien d'autres groupes défavorisés n'y figurent pas. Le professeur Marc De Vos (droit du travail, Université de Gand) redoute dès lors que ces lacunes n'entraînent une annulation par la Cour d'arbitrage.

2. Plus on allonge la liste des motifs de discrimination, plus on s'expose à une telle annulation (prof. Devos). Si, pour la plupart des experts, il est préférable de ne pas prévoir de liste, le gouvernement craignait que l'absence de liste ne donne lieu à une kyrielle d'actions en justice pour des vétilles. Les relations sociales, comme les relations professionnelles, se judiciariserait alors inutilement.

3. De plus, les nouvelles lois ne changent rien aux lois antérieures et les tribunaux ne peuvent pas non plus contrôler leur conformité à la loi antidiscrimination. Il s'agit dès lors essentiellement de toutes sortes de dispositions concernant l'âge en matière de sécurité sociale, la réglementation relative à l'ancienneté, le système des pensions, où de nombreux traitements inégaux ont été instaurés sans la moindre justification. En principe, toutes ces lois devraient être modifiées par la loi antidiscrimination.

Mais cela n'est donc pas nécessaire. Lors des auditions, le spécialiste en droit du travail, le professeur Marc De Vos (Université de Gand), a qualifié cette solution de «solution de facilité». «Les autorités sont lâches». Il a également déclaré, à juste titre, que plus le législateur introduira de motifs distincts, plus le risque de discrimination des groupes non protégés sera élevé, et, partant, le risque de procédures devant la Cour d'arbitrage.

4. Le Conseil d'État se posait également de sérieuses questions en ce qui concerne la liste fermée. Malgré les suggestions du Conseil et l'arrêt de la Cour d'arbitrage, à la suite desquels les concepts d'«origine sociale» et de «langue» ont, il est vrai, été introduits, un certain nombre de motifs essentiels pour le Conseil restent non protégés, et le gouvernement n'a pas non plus donné suite à la demande de justification objective de ces exclusions. Ces motifs sont les suivants (voir p. 97 et 99 2720/001) :

— article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme : «toutes autres opinions», l'«origine sociale», l'«appartenance à une minorité nationale»;

Nr. 3 VAN DE HEER HUGO VANDENBERGHE

(Subsidiair amendement op amendement nr. 2)

Art. 3

Het woord «of» vervangen door de woorden «, sociale afkomst, vakbondslidmaatschap, eigendom, het behoren tot een nationale minderheid, het hebben van enige andere overtuiging, denkbeelden, óf status.».

Verantwoording

Indien men toch kiest voor een gesloten lijst, moet deze zo volledig zijn dat interne discriminatie binnen de wet en tussen de verschillende antidiscriminatie wetten wordt vermeden.

Deskundigen hadden tijdens de hoorzittingen in de Kamer van volksvertegenwoordigers en in de literatuur bij deze lijst serieuze bedenkingen, en ook de Raad van State vond de lijst onvolledig :

1. Zo staat het vakbondslidmaatschap er niet op, vond Filip Dorssemont (KULeuven) in De Juristenkrant. Maar wellicht staan ook nog heel wat andere achtergestelde groepen er niet op. Gevolg zal zijn : een mogelijke vernietiging door het Arbitragehof, zo vreesde professor Marc De Vos (arbeidsrecht, Ugent).

2. Hoe langer de lijst met discriminatiegronden, hoe groter de kans op zo'n vernietiging (prof. Devos). Beter geen lijst, zo vonden de meeste deskundigen. Maar de regering vreesde dat zonder lijst een stortvloed van rechtszaken zou volgen voor allerlei prullaria. Sociale relaties, zoals de arbeidsverhoudingen, zouden nodeloos gejuridiseerd worden.

3. De nieuwe wetten veranderen bovendien niets aan eerder goedgekeurde wetten en de rechtbanken mogen die ook niet toetsen aan de antidiscriminatie wet. Het gaat dan vooral om allerlei bepalingen rond leeftijd in de sociale zekerheid, de anciënniteitsregeling, het pensioenstelsel, waar heel wat ongelijke behandelingen zijn ingevoerd zonder enige motivering. In principe zouden al die wetten door de antidiscriminatie wet moeten worden gewijzigd.

Maar dat hoeft dus niet. Tijdens de hoorzittingen noemde de specialist arbeidsrecht, professor Marc De Vos (UGent), dit «een gemakkelijksoplossing». «De overheid is laf». Ook zei hij terecht dat hoe meer aparte gronden de wetgever zal invoeren, hoe groter het gevaar voor discriminatie van niet-beschermde groepen, dus hoe groter het gevaar voor procedures voor het Arbitragehof.

4. De Raad van State had ook ernstige vragen bij de gesloten lijst. Ondanks de suggesties van de Raad resp. het arrest van het Arbitragehof, waarna «sociale afkomst» en «taal» wel werden ingevoegd, blijven een aantal voor de Raad essentiële gronden niet beschermd, en wordt op de vraag tot objectieve verantwoording van deze uitsluitingen ook niet ingegaan door de regering (zie p. 97 en 99 2720/001) :

— uit artikel 14 van het Europees Verdrag over de Rechten van de Mens : de «andere overtuiging», de «maatschappelijke afkomst», het «behoren tot een nationale minderheid»;

— article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : « toute autre opinion », l' « origine sociale » « fortune », la « naissance ou (...) toute autre situation »;

— article II-81 du Traité établissant une Constitution pour l'Europe : « les origines sociales », « toute autre opinion », l' « appartenance à une minorité nationale »;

— la « fortune » (article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques).

N° 4 DE M. HUGO VANDENBERGHE

Art. 4

Apporter à cet article les modifications suivantes :

a) supprimer le 4°;

b) supprimer les 7° et 9°;

c) au 12°, supprimer le mot « handicapée » et le membre de phrase « concernant les personnes handicapées ».

Justification

a) Cette disposition est superflue si l'on adopte une liste ouverte (amendement en ordre principal à l'article 3). En ordre subsidiaire, on peut cependant choisir d'étendre la liste aux dispositions mentionnées dans l'amendement en ordre subsidiaire à l'article 3.

b) Du fait de la définition figurant à l'article 3 (voir l'amendement n° 2 à l'article 3), ces lettres sont superflues.

c) Le présent amendement vise à tenir compte d'une observation justifiée faite au cours des auditions. L'article précité, lu conjointement avec l'article 9, deuxième tiret, est discriminatoire à l'égard des handicapés. En effet, le fait de limiter la mise en place d'« aménagements raisonnables » aux seuls handicapés signifie que tous les autres groupes protégés sont mieux protégés, à présent que pour les autres groupes, il est prévu qu'un critère ou une pratique apparemment neutre ne peut porter particulièrement préjudice aux personnes d'un autre groupe protégé, à moins que cette discrimination puisse être objectivement justifiée par un but légitime et que les moyens de réaliser ce but soient appropriés et nécessaires. La limitation aux autres groupes n'est donc possible que s'il existe un but légitime et une proportionnalité entre le but et les moyens, ce qui implique que pour tous les autres groupes, il faut permettre des « aménagements déraisonnables ». On est donc placé devant le choix suivant : ou bien on supprime la limitation d'aménagements aux handicapés ou bien on impose cette limitation raisonnable à tous les groupes, ce qui permettra d'éviter qu'un particulier, une entreprise, une autorité, etc., soient obligés de faire des frais déraisonnables.

N° 5 DE M. HUGO VANDENBERGHE

Art. 7

Supprimer cet article.

— uit artikel 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten : de « andere overtuiging », de « maatschappelijke afkomst », de « geboorte » of « andere status »;

— uit artikel II-81 van het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa : « andere denkbeelden », het « behoren tot een nationale minderheid ».

— de eigendom (art. 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten);

Nr. 4 VAN DE HEER HUGO VANDENBERGHE

Art. 4

Aan dit artikel de volgende wijzigingen aanbrengen :

a) het 4° doen vervallen;

b) het 7° en het 9° doen vervallen;

c) In het 12° de woorden « met een handicap » en de woorden « inzake personen met een handicap » doen vervallen.

Verantwoording

a) Deze bepaling is overbodig bij het aannemen van een open lijst (hoofdamendement op art. 3). Subsidiair kan evenwel gekozen worden om de lijst uit te breiden tot de bepalingen vermeld in het subsidiair amendement op art. 3.

b) door de definitie in art. 3 (zie amendement nr. 2 op art. 3) zijn deze letters overbodig.

c) Deze amendering wil tegemoet komen aan een terecht opmerking gemaakt tijdens de hoorzittingen. Het voormeld artikel, gelezen in combinatie met art. 9, tweede gedachtestreepje discrimineert de gehandicapten. Immers, de beperking tot het doen van « redelijke aanpassingen » alleen voor gehandicapten betekent dat alle andere beschermde groepen beter beschermd zijn, nu voor andere groepen geldt dat een ogenschijnlijk neutrale handeling maatstaf of handeldwijze personen van een andere beschermde groep niet bijzonder mag benadelen, tenzij deze benadeling objectief kan worden gerechtvaardigd, door een legitiem doel en de middelen voor het bereiken daarvan passend en noodzakelijk zijn. De beperking voor andere groepen kan dus enkel door legitiem doel met evenredigheid tussen doel en middelen, hetgeen inhoudt dat voor alle andere groepen wel « onredelijke aanpassingen » moeten mogelijk gemaakt worden. Men staat dus voor de keuze : ofwel heft men de beperking van aanpassingen voor de gehandicapten op, ofwel legt men deze redelijke beperking op aan alle groepen, hetgeen zal voorkomen dat een private persoon, bedrijf, overheid, ... verplicht wordt onredelijke kosten te maken.

Nr. 5 VAN DE HEER HUGO VANDENBERGHE

Art. 7

Dit artikel doen vervallen.

Justification

La définition prévue à l'article 3 (voir l'amendement n° 2 à l'article 3) rend cet article superflu.

N° 6 DE M. **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 9

Supprimer cet article.

Justification

1. deuxième tiret : voir la justification de l'amendement n° 4 à l'article 4, 12°. Une restriction discriminatoire ne peut en effet être instaurée pour les personnes handicapées.

2. premier tiret : dans son arrêt 157/2004, la Cour d'arbitrage a clairement précisé que, pour qu'il y ait discrimination indirecte, il faut qu'il y ait une quelconque intention de nuire. Il est en effet possible que, sans la moindre intention et en toute bonne foi, l'on pose un acte ou l'on prenne une mesure qui, d'une certaine manière, porte préjudice à un groupe protégé. Le projet de loi ne peut donc viser, surtout en matière de relations horizontales, à rendre l'auteur responsable de tous les dommages qui en découleraient pour le groupe indirectement discriminé. La préférence doit être accordée à la définition prévue dans l'amendement principal à l'article 3, compte tenu de sa clarté et de sa conformité à la vision de la Cour d'arbitrage.

N° 7 DE M. **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 10

Au § 2, deuxième tiret, remplacer les mots « La disparition » par les mots « La suppression, la prévention ou la compensation ».

Justification

La disparition de toutes les inégalités est utopique et aura pour conséquence que de nombreuses mesures positives deviendront « temporairement définitives ». C'est également la raison pour laquelle la jurisprudence internationale et la Cour d'arbitrage, dans son arrêt, optent pour un critère plus raisonnable, à savoir la suppression, la prévention ou la compensation.

N° 8 DE M. **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 11

Supprimer cet article.

Justification

Il est inacceptable que le législateur (ou le gouvernement, dans le cas d'un projet) puisse, à lui seul, imposer par une loi une discrimination non justifiée et remette ainsi en cause ses propres

Verantwoording

door de definitie in artikel 3 (zie amendement nr. 2 op artikel 3) is dit artikel overbodig.

Nr. 6 VAN DE HEER **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 9

Artikel 9 doen vervallen.

Verantwoording

1. tweede gedachtestreepje : Zie verantwoording bij amendement nr. 4 op artikel 4, 12°. Inderdaad kan er geen discriminerende beperking worden ingevoerd voor gehandicapten.

2. eerste gedachtestreepje : Het Arbitragehof heeft in arrest 157/2004 duidelijk gesteld dat er voor indirecte discriminatie enig opzet moet zijn om te schaden. Inderdaad is het mogelijk dat men, geheel zonder opzet en te goeder trouw, een handeling stelt of een maatregel neemt die op een bepaalde wijze een beschermde groep schaadt. Het kan niet de bedoeling zijn, zeker niet in horizontale relaties, om de steller aansprakelijk te stellen voor alle schade die daaruit voort zou vloeien voor de indirect gediscrimineerde groep. De definitie gegeven in het hoofdamendement op art. 3 dient omwille van haar duidelijkheid en conformiteit met de visie van het Arbitragehof te worden verkozen.

Nr. 7 VAN DE HEER **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 10

In § 2, tweede gedachtestreepje, het woord « verdwijnen » vervangen door het woord « opheffen, voorkomen of compenseren ».

Verantwoording

Het verdwijnen van alle ongelijkheden is utopisch en zal tot gevolg hebben dat vele positieve maatregelen « tijdelijk definitief » worden. Daarom ook kiezen de internationale rechtspraak en het Arbitragehof in zijn arrest voor een redelijker criterium, namelijk opheffen, voorkomen of compenseren.

Nr. 8 VAN DE HEER **HUGO VANDENBERGHE**

Art. 11

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Het is ongehoord dat de wetgever (of bij ontwerp de regering) als enige een niet gerechtvaardigde discriminatie kan opleggen door een wet en zo haar eigen antidiscriminatiewetten ondergraaft

lois antidiscrimination « pour les besoins de la cause ». Le § 2 est totalement superflu étant donné qu'ici, comme dans toute autre loi, la hiérarchie des normes s'applique.

N° 9 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 2

Supprimer cet article.

Justification

Cet article est clairement trompeur.

La directive 2000/78/CE concerne uniquement la discrimination sur le marché de l'emploi. Le projet de loi à l'examen comprend un régime antidiscrimination général qui s'applique pratiquement à tous les domaines de la vie sociale.

Il appartient au Parlement de décider s'il désire adopter une telle loi générale, mais on ne peut se dissimuler derrière des obligations internationales qui n'imposent aucunement une obligation de ce genre.

N° 10 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 3

Dans cet article, supprimer les mots « de l'état civil, de la naissance, de la fortune », les mots « de l'état de santé actuel ou futur » et les mots « d'une caractéristique physique ou génétique ou de l'origine sociale ».

Justification

En précisant explicitement que le projet de loi exécute une directive européenne, le gouvernement espère créer une confusion sur un aspect essentiel du projet de loi, à savoir que celui-ci va beaucoup plus loin dans la limitation des libertés qu'il n'est prévu dans la directive visée.

La directive 2000/78/CE citée dispose à l'article 1^{er} qu'elle a pour objet d'établir un cadre général pour lutter contre la discrimination uniquement dans le domaine de l'emploi et du travail, et ceci exclusivement sur la base de quatre critères : la religion ou les convictions, le handicap, l'âge et l'orientation sexuelle.

Cette directive est donc claire : seuls les quatre critères « religion ou convictions », « handicap », « âge » ou « orientation sexuelle » sont les critères interdits.

En revanche, le projet de loi définit, à l'article 5, un champ d'application bien plus large que le seul domaine de l'emploi et du travail. Il dispose de surcroît à l'article 3 que l'« état civil », la « naissance », la « fortune », l'« état de santé actuel ou futur »,

« pour les besoins de la cause ». De tweede paragraaf is totaal overbodig aangezien hier zoals in elke andere wet de hiërarchie der normen geldt.

Hugo VANDENBERGHE.

Nr. 9 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 2

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Dit artikel is duidelijk misleidend.

Richtlijn 2007/78/EG heeft enkel betrekking op discriminatie op de arbeidsmarkt. Het voorliggende ontwerp bevat een algemene antidiscriminatie-regeling, van toepassing op bijna alle terreinen van het maatschappelijke leven.

Het is aan het parlement of te beslissen of het een dergelijke algemene wet wenst, maar men mag zich daarbij niet verschuilen achter internationale verplichtingen die een dergelijke verplichting helemaal niet opleggen.

Nr. 10 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 3

In dit artikel de woorden « burgerlijke staat, geboorte vermogen », « huidige of toekomstige gezondheidstoestand » en « een fysieke of genetische eigenschap » of « sociale afkomst » doen vervallen.

Verantwoording

Door expliciet te vermelden dat het wetsontwerp een Europese richtlijn uitvoert, hoopt de regering verwarring te creëren over een essentieel aspect in dit wetsontwerp, namelijk dat het voorgelegde wetsontwerp in de beperking van de vrijheden veel verder gaat dan de aangehaalde richtlijn wenst.

De aangehaalde richtlijn 2000/78/EG meldt in artikel 1 dat zij tot doel heeft een kader te creëren voor de bestrijding van discriminatie enkel in de sfeer van arbeid en beroep, en dit uitsluitend op grond van vier criteria : godsdienst, overtuiging, handicap, leeftijd en seksuele geaardheid.

Ook deze richtlijn is dus duidelijk : enkel de 4 criteria « godsdienst of overtuiging », « handicap », « leeftijd » of « seksuele geaardheid » zijn de verboden criteria.

Toch stelt het wetsontwerp in artikel 5 het toepassingsgebied van de wet veel ruimer dan enkel het gebied van arbeid en beroep, en bepaalt dit wetsontwerp in artikel 3 dat ook « burgerlijke staat », « geboorte », « vermogen », « huidige of toekomstige gezondheids-

«une caractéristique physique ou génétique» et l' «origine sociale» sont également des critères interdits.

Le projet de loi organise ainsi une atteinte aux libertés fondamentales bien plus profonde que ce que prescrit la directive.

Le présent amendement vise à harmoniser le texte de l'article 3 avec la directive.

N° 11 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 4

Au 4^o supprimer les mots «l'état civil, la naissance, la fortune», les mots «l'état de santé actuel ou futur» et les mots «une caractéristique physique ou génétique, l'origine sociale».

Justification

La directive 2000/78/CE citée dispose à l'article 1^{er} qu'elle a pour objet d'établir un cadre général pour lutter contre la discrimination uniquement dans le domaine de l'emploi et du travail, et ceci exclusivement sur la base de quatre critères : la religion ou les convictions, le handicap, l'âge et l'orientation sexuelle.

Cette directive est donc claire : seuls les quatre critères «religion ou convictions», «handicap», «âge» ou «orientation sexuelle» sont les critères interdits.

En revanche, le projet de loi définit, à l'article 5, un champ d'application bien plus large que le seul domaine de l'emploi et du travail. Il dispose aussi à l'article 3 que l' «état civil», la «naissance», la «fortune», l'«état de santé actuel ou futur», «une caractéristique physique ou génétique» et l'«origine sociale» sont également des critères interdits.

Le projet de loi organise ainsi une atteinte aux libertés fondamentales bien plus profonde que ce que prescrit la directive.

Le présent amendement vise à harmoniser le texte de l'article 4 avec la directive.

N° 12 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 4

Supprimer les points 6^o à 9^o.

Justification

Les notions de «discrimination directe» et de «discrimination indirecte» ont beau être inscrites dans la directive, elles trouvent dans le projet de loi une concrétisation à ce point vague qu'il est impossible de les définir d'une manière telle que chaque citoyen puisse savoir ce qu'il peut et ne peut pas faire.

toestand», «een fysieke of genetische eigenschap» of «sociale afkomst» verboden criteria zijn.

Aldus organiseert het wetsontwerp een veel verdergaande inbreuk op de fundamentele vrijheden dan door de richtlijn voorgeschreven.

Het amendement strekt ertoe de tekst van artikel 3 in overeenstemming te brengen met de richtlijn.

Nr. 11 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 4

In het 4^o, de woorden «burgerlijke staat, geboorte vermogen», «huidige of toekomstig gezondheidstoestand» en «een fysieke of genetische eigenschap, of sociale afkomst» doen vervallen.

Verantwoording

De aangehaalde richtlijn 2000/78/EG meldt in artikel 1 dat zij tot doel heeft een kader te creëren voor de bestrijding van discriminatie enkel in de sfeer van arbeid en beroep, en dit uitsluitend op grond van vier criteria: godsdienst, overtuiging, handicap, leeftijd en seksuele geaardheid.

Ook deze richtlijn is dus duidelijk: enkel de 4 criteria «godsdienst of overtuiging», «handicap», «leeftijd» of «seksuele geaardheid» zijn de verboden criteria.

Toch stelt het wetsontwerp in artikel 5 het toepassingsgebied van de wet veel ruimer dan enkel het gebied van arbeid en beroep, en bepaalt dit wetsontwerp in artikel 3 dat ook «burgerlijke staat», «geboorte», «vermogen», «huidige of toekomstige gezondheidstoestand», «een fysieke of genetische eigenschap» of «sociale afkomst» verboden criteria zijn.

Aldus organiseert het wetsontwerp een veel verdergaande inbreuk op de fundamentele vrijheden dan door de richtlijn voorgeschreven.

Het amendement strekt ertoe de tekst van artikel 4 in overeenstemming te brengen met de richtlijn.

Nr. 12 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 4

De punten 6^o tot 9^o doen vervallen.

Verantwoording

Het begrip «directe discriminatie» en «indirecte discriminatie» mag dan al door de richtlijn voorzien zijn, de invulling ervan in dit wetsontwerp is dermate vaag, dat het onmogelijk is deze begrippen te definiëren op een wijze die elke burger toelaat te weten wat hij mag doen en niet mag doen.

Or, dans un État de droit démocratique, la prévisibilité est une exigence absolue. En l'occurrence, c'est au juge qu'on laisse le soin de déterminer à son entière convenance et suivant ses convictions politiques propres si un citoyen a agi ou non de manière illégale. C'est une situation qui n'est pas acceptable.

De nombreux exemples pourraient en témoigner. Ainsi, à l'heure actuelle, les banques proposent des formules de gestion de patrimoine par un gestionnaire privé mais en les assortissant d'une condition d'entrée. En effet, pour pouvoir bénéficier de l'aide d'un gestionnaire privé, il faut avoir atteint un certain niveau de fortune.

Si l'on se réfère à la définition donnée par le projet de loi à l'examen, on peut probablement parler en l'espèce d'une distinction, si pas directe, en tout cas indirecte: en effet, suivant son niveau de fortune, qui est l'un des critères protégés, la personne X pourra bénéficier du système et pas la personne Y.

Comment un banquier pourra-t-il donc savoir à l'avance s'il risque d'encourir une condamnation ou non? Il ne le pourra pas, car la question de savoir s'il a commis une discrimination directe ou indirecte dépendra exclusivement de la question de savoir si, aux yeux du juge, l'acte commis peut être justifié sur la base des dispositions du Titre II, qui comprend les notions vagues de « distinction directe objectivement justifiée », de « but légitime » et de « moyens appropriés et nécessaires ».

Dès lors, s'il se trouve que l'affaire est portée devant un juge qui est plutôt « de droite », ce dernier estimera sans doute qu'un banquier a le droit de réserver les services d'un gestionnaire privé à ses bons clients fortunés pour justifier ses frais de personnel; en effet, une banque est une entreprise privée qui doit engranger des bénéfices pour assurer sa survie et créer des emplois. En revanche, s'il se trouve que l'affaire est portée devant un juge qui est plutôt « de gauche », ce dernier estimera que tous les clients doivent avoir des « chances égales » de bénéficier d'une même gestion patrimoniale et condamnera le banquier.

Les définitions que le projet à l'examen donne de la discrimination directe et de la discrimination indirecte et qui diffèrent d'ailleurs de celles énoncées par la directive que l'on prétend mettre en œuvre, sont donc inacceptables dans un État de droit.

N° 13 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 4

Au 8° de cet article, remplacer les mots « est susceptible d'entraîner, par rapport à d'autres personnes, un désavantage particulier pour des personnes caractérisées par l'un des critères protégés » par les mots « traduit la volonté de l'auteur d'entraîner, par rapport à d'autres personnes, un désavantage particulier pour des personnes caractérisées par l'un des critères protégés ».

Justification

1. Dans le projet de loi, la présence d'une intention particulière n'est pas obligatoire pour qu'il soit question de « discrimination indirecte ». L'auteur peut effectivement faire une distinction qui n'est pas, à première vue, basée sur un des critères protégés, mais qui a pour conséquence de désavantager un groupe caractérisé par un critère protégé. La question est toutefois de savoir si l'intention de l'auteur est de contourner la loi. En effet, une personne peut, en toute honnêteté, faire une distinction fondée sur un critère non

Nochtans is die voorzienbaarheid in een democratische rechtsstaat een absolute vereiste. De vraag of een burger wettig of onwettig handelt, wordt nu overgelaten aan de rechter, die volkomen naar eigen inzicht en politieke overtuiging een oordeel zal uitspreken. Een dergelijke situatie is ontoelaatbaar.

Er zijn tal van voorbeelden te bedenken. Zo voorzien de banken momenteel formules van vermogensbeheer door een private beheerder, maar wordt daarvoor een instapdrempel voorzien: pas vanaf een bepaald vermogen kan men « instappen » en zo de bijstand krijgen van een private beheerder voor zijn vermogen.

Volgens de definitie van dit wetsontwerp gaat het hier wellicht om een direct onderscheid, minstens om een indirect onderscheid: het vermogen, één van de beschermde criteria, zorgt er immers voor dat persoon X wel kan instappen, en persoon Y niet.

Hoe kan een bankier nu vooraf weten of hij kan veroordeeld worden? Dat kan hij niet. Want de vraag of hij een directe of indirecte discriminatie begaat, hangt uitsluitend af van de vraag of de rechter van mening zal zijn of er een rechtvaardiging bestaat voor zijn handelen op basis van de bepalingen van Titel II. En dat hangt dan weer af van de vage begrippen « objectief gerechtvaardigd door een legitiem doel » en « passende en noodzakelijke middelen ».

Als de bankier dus een eerder « rechtse » rechter treft, dan zal deze wellicht oordelen dat een bankier het recht heeft de inspanning van een private beheerder voor te behouden, voor goede, rijke klanten, om zijn personeelskost te verantwoorden; een bank is immers een private onderneming en moet winst maken om levensvatbaar te blijven en werkgelegenheid te verschaffen. Als de bankier echter een eerder « linkse » rechter treft, dan zal deze menen dat elke cliënt « gelijke kansen » moet hebben op gelijk vermogensbeheer, en de bankier veroordelen.

In een democratische rechtsstaat zijn de voorgelegde definities van zowel directe als indirecte discriminatie, die trouwens niet dezelfde zijn als die in de richtlijn die men beweert uit te voeren, dan ook onaanvaardbaar.

Nr. 13 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 4

In het 8°, de woorden « personen gekenmerkt door een bepaald beschermd criterium, in vergelijking met andere personen bijzonder kan benadelen; » vervangen door de woorden « die in hoofde van de dader de bedoeling heeft personen gekenmerkt door een bepaald beschermd criterium, in vergelijking met andere personen bijzonder te benadelen; ».

Verantwoording

1. In het wetsontwerp wordt geen bijzonder opzet vereist bij « indirecte discriminatie ». De dader kan inderdaad een onderscheid voorstellen dat op het eerste zicht niet gebaseerd is op één van de beschermde criteria, terwijl het gevolg is dat het onderscheid ook een benadeling inhoudt van een groep gekenmerkt door een bepaald beschermd criterium. De vraag is echter of het de bedoeling is van de dader om de wet te omzeilen. Iemand kan immers in alle eerlijkheid een onderscheid op grond van een

protégé et affirmer ne pas vouloir entraîner une distinction fondée sur un critère protégé qui peut en être la conséquence (même si elle sait que cette dernière distinction en est ou peut en être la conséquence). L'exposé des motifs donne l'exemple suivant en faisant preuve d'une sincérité ahurissante : « Peut-on par exemple contester, à la lumière de la jurisprudence existante de la Cour de Justice, que celui qui incite les employeurs à désavantager, au niveau salarial, les travailleurs à temps partiel, sait pertinemment que, ce faisant, il incite à un comportement qui désavantage surtout les femmes ? ». Il ne faut pas oublier que l'incitation à la discrimination indirecte est un acte punissable en vertu des articles 21 et 22 de ce projet de loi (et des articles similaires dans le projet de loi relatif à la nouvelle loi contre le racisme). L'exposé des motifs affirme donc en réalité que le fait de plaider contre le travail à temps partiel constitue inévitablement un acte répréhensible. Ainsi, un économiste qui penserait avoir trouvé des arguments contre le travail à temps partiel, mais sans du reste vouloir créer aucune forme de discrimination à l'égard des femmes, serait passible de sanctions si ses théories peuvent être interprétées d'une quelconque manière comme une « incitation à la discrimination indirecte ». Le présent amendement vise à prévenir des conséquences aussi absurdes, plus spécialement en exigeant une intention particulière de discrimination dans le chef de l'auteur.

2. Comme indiqué précédemment, la notion de discrimination indirecte est également utilisée dans les incriminations des articles 21 et 22. En vertu du principe de légalité, il faut que le citoyen puisse savoir parfaitement qu'il commet un acte répréhensible. C'est la raison pour laquelle la Cour d'arbitrage a annulé la disposition relative à la discrimination indirecte dans la précédente loi antidiscrimination. Le gouvernement estime que la formulation actuelle dissipe les objections. Le Conseil d'État n'est pas du même avis. Selon lui, la nouvelle définition aggrave encore les choses :

« 33. Selon l'exposé des motifs, la Cour d'arbitrage a seulement indiqué dans son arrêt 157/2004 qu'on peut uniquement sanctionner la discrimination intentionnelle. L'exposé des motifs précise ensuite que, compte tenu d'une définition adaptée de la discrimination indirecte, celle-ci peut également être intentionnelle. Les avant-projets définissent la discrimination indirecte comme étant une distinction indirecte fondée sur l'un des critères protégés, à moins que la disposition, le critère ou la pratique apparemment neutre qui est au fondement de cette distinction indirecte soient objectivement justifiés par un objectif légitime et que les moyens de réaliser cet objectif soient appropriés et nécessaires. Dans ce contexte, une distinction indirecte est définie comme étant la situation qui se produit lorsqu'une disposition, un critère ou une pratique apparemment neutre est susceptible d'entraîner, par rapport à d'autres personnes, un désavantage particulier pour des personnes caractérisées par l'un des critères protégés.

Selon l'auteur des avant-projets, il est répondu ainsi aux objections formulées par la Cour d'arbitrage. En effet, il n'est plus question de disposition, de critère ou de pratique apparemment neutre ayant en tant que tel un résultat dommageable, comme c'est le cas à l'article 2, § 2, de la loi du 25 février 2003, mais bien d'une disposition, d'un critère ou d'une pratique susceptible d'entraîner un désavantage particulier.

34. L'objection formulée par la Cour d'arbitrage au point B.55 de son arrêt repose sur l'incompatibilité avec l'exigence de prévisibilité propre à la loi pénale.

On n'aperçoit pas comment le nouveau texte résout les objections formulées par la Cour d'arbitrage. En effet, la question reste posée de savoir comment on peut intentionnellement inciter à une « pratique apparemment neutre » ou à commettre un acte dont le caractère discriminatoire ne se manifeste que par le désavantage particulier qui peut en résulter. Au contraire, la prévisibilité paraît encore moindre que dans la disposition annulée par la Cour d'arbitrage.

niet-beschermd criterium maken en bepleiten zonder het onderscheid op grond van een beschermd criterium, die er het gevolg van kan zijn, te willen (zelfs al weet hij dat dit laatste onderscheid er het gevolg van is of kan zijn). In de toelichting wordt, met verbijsterende oprechtheid, het volgende voorbeeld gegeven : « Kan in het licht van de bestaande rechtspraak van het Hof van Justitie bijvoorbeeld worden betwist dat diegene die de werkgevers ertoe aanzet de deeltijdse werknemers op het vlak van het loon te benadelen, pertinent weet dat hij, door dit te doen, aanzet tot een gedrag dat vooral de vrouwen benadeelt ? » Men mag niet vergeten dat het aanzetten tot indirecte discriminatie in art. 21 en 22 van dit ontwerp (en in parallelle artikelen in het wetsontwerp tot nieuwe antiracismewet) strafbaar wordt gesteld. Meteen wordt dus in de toelichting eigenlijk gesteld dat het houden van een pleidooi tegen deeltijdse arbeid onvermijdelijk een strafbaar feit oplevert. Zo wordt dan een econoom die argumenten zou menen gevonden te hebben tegen deeltijdse arbeid, maar die overigens geen enkele discriminatie ten aanzien van vrouwen zou nastreven, strafbaar, indien zijn theorieën op enigerlei mate zouden kunnen gezien worden als « aanzetten tot indirecte discriminatie ». Dit amendement is erop gericht dergelijke absurde gevolgen te vermijden, meer bepaald door in hoofde van de dader een bijzonder opzet tot discriminatie te vereisen.

2. Zoals hoger gesteld, wordt het begrip indirecte discriminatie ook gebruikt bij de strafbaarstellingen van art. 21 en 22. Het legaliteitsbeginsel vereist dat de burger perfect kan weten wanneer hij een strafbaar feit begaat. Het Arbitragehof vernietigde om die redenen de bepaling over indirecte discriminatie in de vorige antidiscriminatiewet. De regering meent dat door de huidige formulering de bezwaren wegvallen. De Raad van State is een andere mening toegedaan. De nieuwe definitie maakt de zaken zelfs nog erger :

« 33. Volgens de memorie van toelichting heeft het Arbitragehof in zijn arrest 157/2004 enkel aangegeven dat de strafrechtelijke bestraffing van opzettelijke discriminatie kon worden toegelaten. De toelichting stelt dan dat, rekening houdende met een aangepaste definitie van indirecte discriminatie, ook indirecte discriminatie opzettelijk kan zijn. Een indirecte discriminatie wordt in de voorontwerpen gedefinieerd als een indirect onderscheid van een beschermd criterium, tenzij de ogenschijnlijk neutrale bepaling, maatstaf of handelswijze die aan de grondslag ligt van het indirecte onderscheid objectief wordt gerechtvaardigd door een legitiem doel en de middelen voor het bereiken van dat doel passend en noodzakelijk zijn. Een indirect onderscheid wordt daarbij gedefinieerd als de situatie waarin een ogenschijnlijk neutrale bepaling, maatstaf of handelswijze personen met een bepaald beschermd criterium in vergelijking met andere personen bijzonder kan benadelen.

Volgens de steller van de voorontwerpen wordt hiermee tegemoet gekomen aan de bezwaren van het Arbitragehof. Er is immers geen sprake meer van een ogenschijnlijk neutrale bepaling, maatstaf of handelswijze die als dusdanig een schadelijke weerslag heeft, zoals in artikel 2, § 2, van de wet van 25 februari 2003, maar wel van één die bijzonder kan benadelen.

34. Het bezwaar in de overweging B.55 van het Arbitragehof in het arrest steunt op de niet-verenigbaarheid met de vereiste van voorzienbaarheid die inherent is aan de strafwet.

Het is niet duidelijk hoe de nieuwe tekst tegemoet komt aan de bezwaren van het Arbitragehof. De vraag blijft immers hoe opzettelijk kan worden aangezet tot een « ogenschijnlijk neutrale handelswijze ». Daarnaast blijft onduidelijk hoe opzettelijk kan worden aangezet tot een daad waarvan de discriminerende aard alleen tot uiting komt door de bijzondere benadeling die eruit kan voortvloeien. De voorzienbaarheid lijkt integendeel nog geringer te zijn dan in de bepaling zoals die door het Arbitragehof werd vernietigd.

Dans l'avis 39.682/1 précité du 31 janvier 2006, postérieur à l'arrêt de la Cour d'arbitrage, la section de législation estime en outre que « compte tenu, en particulier, du fait qu'une évaluation de la proportionnalité est requise pour apprécier la discrimination indirecte, force est de conclure que la définition de l'infraction formulée à l'article 11 de la proposition n'est pas conforme au principe de légalité dès lors qu'elle se borne à faire référence à la perpétration d'une « discrimination ».

Le présent amendement vise à rétablir le principe de légalité : l'intention doit être établie, et non être présumée incontestablement de par les conséquences prévisibles ou non (le mot « susceptible » employé dans le texte de loi est déjà totalement inacceptable) et voulues ou non d'une distinction proposée.

N° 14 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 4

Compléter cet article par un 18°, libellé comme suit :

« 18°. Institut : l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes créé par la loi du 16 décembre 2002 »

Justification

À l'article 52, § 2, il est question de « l'Institut ». Toutefois, le projet de loi à l'examen ne précise nulle part de quel institut il s'agit. Les auteurs du présent amendement présumant cependant que l'intention des auteurs du projet de loi était de faire ainsi référence à l'institut précité.

N° 15 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 5

Au § 1^{er} de cet article, supprimer les points 1°, 6° et 8°.

Justification

La directive 2000/78/CE porte uniquement sur l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail. Par extension, l'on peut également inclure la sécurité sociale dans le champ d'application. Mais il n'y a aucune raison de limiter la liberté d'action et la liberté d'expression à d'autres domaines.

N° 16 DE M. CEDER ET DE MME VAN DERMEERSCH

Art. 7

Supprimer cet article.

In het voormelde advies 39.682/1, van 31 januari 2006, daterend van na het arrest van het Arbitragehof, oordeelt de afdeling wetgeving bovendien dat « inzonderheid gelet op het gegeven dat bij de beoordeling van de indirecte discriminatie een afweging van de proportionaliteit moet worden gemaakt, moet worden besloten dat de in artikel 11 van het voorstel gehanteerde omschrijving van het misdrijf door louter te verwijzen naar het plegen van « discriminatie », niet voldoet aan het legaliteitsbeginsel ».

Dit amendement strekt er toe het legaliteitsbeginsel te herstellen : de intentie moet worden bewezen en niet ontegensprekelijk vermoed worden door de al dan niet voorspelbare (het woord « kan » in de wettekst is al helemaal onaanvaardbaar) en al dan niet gewilde gevolgen van een voorgesteld onderscheid.

Nr. 14 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 4

Dit artikel aanvullen met een 18°, luidend als volgt :

« 18° Instituut : het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen opgericht bij wet van 16 december 2002 ».

Verantwoording

In artikel 52, § 2 is er sprake van « het Instituut ». Nergens elders in dit wetsontwerp wordt echter duidelijk gemaakt welk instituut daarmee wordt bedoeld. De indieners van dit amendement vermoeden echter dat het de bedoeling was van de indieners was hiermee te verwijzen naar het bovenvermelde instituut.

Nr. 15 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 5

In § 1 van dit artikel het 1°, het 6° en het 8° doen vervallen.

Verantwoording

Richtlijn 2000/78/EG gaat enkel over gelijke behandeling in arbeid en beroep. Bij uitbreiding kan ook de sociale zekerheid in het toepassingsgebied opgenomen worden. Maar er is geen reden om de vrijheid van handelen en vrijheid van meningsuiting op andere domeinen te beperken.

Nr. 16 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 7

Dit artikel doen vervallen.

Justification

Comme indiqué dans les amendements aux articles 2, 3 et 4, le projet de loi organise une infraction beaucoup plus poussée aux libertés fondamentales que ce que prévoit la directive européenne invoquée.

L'inscription de ce critère crée à l'article 7 une confusion irrémédiable et insoluble. Comme la directive utilise uniquement quatre critères bien précis, elle peut logiquement prévoir qu'il se produit une « discrimination directe » lorsque, sur la base d'un de ces critères, une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre personne ne l'est dans une situation comparable.

Comme cette loi inclut de manière absurde les critères très vagues de la « naissance », de la « fortune » etc., dans la liste des critères protégés, l'on ne peut, dans un premier temps, que procéder à une scission confuse entre, d'une part, une « distinction directe » et, d'autre part, une « discrimination directe ».

Il faut ensuite recourir à une disposition comme celle de l'article 7, qui prévoit que : « Toute distinction directe sur base d'un des critères protégés constitue une discrimination directe, à moins que cette distinction directe ne soit objectivement justifiée par un but légitime et que les moyens de réaliser ce but soient appropriés et nécessaires.

Dans ce contexte, cette formulation est inacceptable à plus d'un titre. Le texte part tout d'abord de la définition que la directive donne de la « discrimination indirecte », qu'il s'agit dès lors de légitimer; le projet de loi transpose cette définition dans la disposition sur la discrimination directe qui, suivant la directive, ne doit pas être légitimée.

En outre, ce texte rappelle la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, qui examine très délicatement si une distinction établie par une norme législative satisfait à ces critères. Toutefois, le projet de loi cherche à imposer cette disposition au citoyen ordinaire en lui donnant valeur de loi : puisque l'on constate que la Cour d'arbitrage a déjà annulé des lois à de multiples reprises parce que même le législateur avait été incapable d'évaluer correctement ce que représente un objectif légitime et quels moyens sont proportionnés, il est clair que cela devient carrément impossible pour un simple citoyen. Toute prévisibilité est supprimée; la question de savoir si l'on enfreint ou non cette loi tient de la loterie — dans laquelle la couleur politique du magistrat appelé à statuer est le seul élément déterminant.

N^o 17 DE M. CEDER ET MME VAN DERMEERSCH

Art. 8

Supprimer cet article.

Justification

À première vue, l'article 8 semble être une exécution des dispositions prévues à l'article 4 de la directive. À y regarder de plus près, l'on constate que ce n'est pas le cas. De plus, la tentative d'exécution est d'un flou inadmissible vu sous l'optique de l'État de droit démocratique.

Tout d'abord, il est prévu qu'une distinction sur la base de l'âge, de l'orientation sexuelle, de la conviction religieuse ou philosophique, ou d'un handicap dans le contexte de l'emploi et du travail

Verantwoording

Zoals gezegd in de amendementen bij de artikelen 2, 3 en 4 organiseert het wetsontwerp door de opname van bijkomende verboden criteria een veel verregaandere inbreuk op de fundamentele vrijheden dan door de ingeroepen Europese richtlijn voorzien is.

De opname van deze criteria zorgt in artikel 7 voor een hopelose en onoplosbare begripsverwarring. Aangezien de richtlijn enkel gebruik maakt van 4 welbepaalde criteria, kan de richtlijn logisch bepalen dat indien iemand op basis van één van deze criteria ongunstiger behandeld wordt dan een ander in een vergelijkbare situatie, dit « directe discriminatie » is.

Doordat deze wet de zeer vage criteria « geboorte », « vermogen » etc. onzinnig opneemt bij de beschermde criteria, moet men vooreerst zijn toevlucht nemen tot een verwarrende opdeling tussen enerzijds « direct onderscheid » en anderzijds « directe discriminatie ».

Vervolgens dient men zijn toevlucht te nemen tot een bepaling als die van artikel 7 waar gesteld wordt : « een direct onderscheid op grond van een van de beschermde criteria vormt een directe discriminatie tenzij dit direct onderscheid objectief gerechtvaardigd wordt door een legitiem doel en de middelen voor het bereiken van dat doel passend en noodzakelijk zijn. »

Deze tekst is om meer dan één reden onaanvaardbaar in deze context. De tekst komt vooreerst uit de definitie in de richtlijn van « indirecte discriminatie », die dus te legitimeren valt; het wetsontwerp transplanteert dit naar de bepaling over directe discriminatie, die volgens de richtlijn niet te legitimeren valt.

Bovendien herinnert deze tekst aan de rechtspraak van het Arbitragehof, dat zeer delicaat afweegt of een onderscheid dat gemaakt wordt door een wetgevende norm aan deze criteria voldoet. Het wetsontwerp wil deze bepaling echter als wet opleggen aan de gewone burger : nu men vaststelt dat het Arbitragehof al vaak wetten vernietigt omdat zelfs de wetgever niet in staat is correct in te schatten wat een legitiem doel is en welke middelen proportioneel zijn, is het duidelijk dat dit voor de gewone burger helemaal onmogelijk wordt. Elke voorzienbaarheid valt weg; de vraag of men deze wet overtreedt is een loterij — waarbij de politieke kleur van de beoordelende magistratuur het enige beslissende element wordt.

Nr. 17 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 8

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Op eerste zicht lijkt artikel 8 een uitvoering te zijn van de bepalingen in artikel 4 van de richtlijn. Bij nader inzien blijkt dit niet het geval, en is de gepoogde uitvoering vanuit het standpunt van de democratische rechtsstaat bovendien ontoelaatbaar vaag.

Vooreerst wordt bepaald dat een onderscheid op basis van leeftijd, seksuele geaardheid, geloof en levensbeschouwing of handicap in de context van arbeid en beroep geen discriminatie

ne constitue pas une discrimination si elle est justifiée par « des exigences professionnelles essentielles et déterminantes ».

Toutefois, la loi en projet ne tente en aucune manière de préciser le concept crucial invoqué. Un employeur ne dispose ainsi d'aucun repère pour savoir pour quel travail il peut invoquer le critère de l'âge, de l'orientation sexuelle, de la conviction religieuse ou philosophique ou du handicap. Pour lui, la loi n'est prévisible en aucune façon.

Le présent article prévoit que le Roi « peut » établir une liste exemplative de « situations » dans lesquelles une « caractéristique déterminée constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante ». Cela ne soulève pas seulement la question de savoir si l'on peut déléguer au Roi la façon de préciser un terme juridique particulièrement vague, il s'agit, de surcroît, d'une liste « exemplative »; elle n'offre donc toujours pas de sécurité juridique. Qui plus est, le Roi « peut » établir cette liste, il n'y est pas obligé ...

Enfin, l'article évacue la question en mentionnant qu'il appartient au juge de vérifier, « au cas par cas », si telle caractéristique donnée constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante. Comme on peut difficilement admettre que l'expression « au cas par cas » signifie que tout employeur doit soumettre au préalable tout recrutement au juge, cette expression désigne probablement la situation dans laquelle un employeur est traîné en justice par suite d'une plainte ou d'une citation pour se justifier *a posteriori*. S'il n'est fixé qu'à ce moment-là sur la question de savoir si un critère invoqué constituait une exigence professionnelle essentielle ou non, on peut difficilement prétendre que cet état de choses est compatible avec le principe de prévisibilité dans un État de droit démocratique.

N° 18 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 9

Supprimer cet article.

Justification

Comme indiqué dans les amendements aux articles 2, 3 et 4, le projet de loi organise une infraction beaucoup plus poussée aux libertés fondamentales que ce que prévoit la directive européenne invoquée.

La notion de « discrimination indirecte » a beau être inscrite dans la directive, elle trouve dans le projet de loi une concrétisation à ce point vague qu'il est impossible de la définir d'une manière telle que chaque citoyen puisse savoir ce qu'il peut et ne peut pas faire.

Or, dans un État de droit démocratique, la prévisibilité est une exigence absolue. En l'occurrence, c'est au juge qu'on laisse le soin de déterminer à son entière convenance et suivant ses convictions politiques propres si un citoyen a agi ou non de manière illégale. C'est une situation qui n'est pas acceptable.

De nombreux exemples pourraient en témoigner.

Ainsi, il existe dans de nombreuses grandes entreprises une règle interne qui interdit d'entretenir une relation avec un collègue de travail. Si l'on entame une relation, on est censé en informer l'entreprise et l'on reçoit alors une autre affectation au sein de celle-ci.

vormt indien dit gerechtvaardigd wordt op grond van « wezenlijke en bepalende beroepsvereisten ».

De wet doet evenwel geen enkele poging om dit nochtans cruciale begrip nader in te vullen. Aldus heeft een werkgever geen enkel houvast om te weten voor welk beroep hij leeftijd, seksuele geaardheid, geloof en levensbeschouwing of handicap mag hanteren als criterium. De wet is voor hem op geen enkele wijze voorzienbaar.

Het artikel voorziet dat de Koning een exemplatieve lijst « kan » opstellen van « situaties » waarin een « bepaald kenmerk een wezenlijke en bepalende beroepsvereiste vormt ». Niet alleen rijst de vraag of men aan de Koning kan delegeren om te bepalen hoe een bijzonder vage wettelijke term wordt ingevuld, bovendien gaat het slechts om een « exemplatieve » lijst; hij biedt dus nog steeds geen rechtszekerheid. Bovendien « kan » de Koning deze lijst opstellen, maar is hij daartoe niet verplicht ...

Het artikel maakt zich er ten slotte vanaf met de melding dat de rechter « in elk concreet geval » zal onderzoeken of een bepaald kenmerk een wezenlijke en bepalende beroepsvereiste vormt. Aangezien bezwaarlijk kan aangenomen worden, dat met « elk concreet geval » bedoeld wordt dat elke werkgever elke aanwerving vooraf aan de rechter moet voorleggen, wordt allicht met « concreet geval » bedoeld, de situatie waar een werkgever via klacht of dagvaarding voor de rechtbank gesleept werd om zich post factum te verantwoorden. Indien hij dan pas uitsluitel krijgt over de vraag of een gebruikt criterium al dan niet wezenlijk was als beroepsvereiste, is dit bezwaarlijk verenigbaar met het voorzienbaarheidsbeginsel in een democratische rechtsstaat.

Nr. 18 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 9

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Zoals gezegd in de amendementen bij de artikelen 2,3 en 4 organiseert het wetsontwerp door de opname van bijkomende verboden criteria een veel verregaandere inbreuk op de fundamentele vrijheden dan door de ingeroepen Europese richtlijn voorzien is.

Het begrip « indirecte discriminatie » mag dan al door de richtlijn voorzien zijn, de invulling ervan in dit wetsontwerp is dermate vaag, dat het onmogelijk is dit begrip te definiëren op een wijze die elke burger toelaat te weten wat hij mag doen en niet mag doen.

Nochtans is die voorzienbaarheid in een democratische rechtsstaat een absolute vereiste. De vraag of een burger wettig of onwettig handelt, wordt nu overgelaten aan de rechter, die volkomen naar eigen inzicht en politieke overtuiging een oordeel zal uitspreken. Een dergelijke situatie is ontoelaatbaar.

Er zijn tal van voorbeelden te bedenken.

Zo voorzien nogal wat grote bedrijven momenteel een interne regel dat het verboden is een relatie te hebben met een collega waarmee men samenwerkt. Indien men een relatie aangaat wordt men geacht dit te melden, waarna men werk krijgt aangeboden elders in het bedrijf.

Si l'on se réfère à la définition donnée par le projet de loi à l'examen, on peut probablement parler en l'espèce d'une distinction, si pas directe, en tout cas indirecte : en effet, suivant son état civil, qui est l'un des critères protégés, la personne X pourra collaborer, au sein d'un même service, avec la personne Y mais pas avec la personne Z.

Comment une entreprise pourra-t-elle donc savoir à l'avance si elle risque d'encourir une condamnation ou non ? Elle ne le pourra pas, car la question de savoir si elle a commis une discrimination directe ou indirecte dépendra exclusivement de la question de savoir si, aux yeux du juge, les notions vagues de « distinction objectivement justifiée », de « but légitime » et de « moyens appropriés et nécessaires » ont été respectées.

Dès lors, s'il se trouve que l'affaire est portée devant un juge qui est plutôt « de droite », ce dernier estimera sans doute qu'une entreprise a le droit de maintenir la règle précitée lors du recrutement aux fins d'éviter les tensions et dérives relationnelles; en effet, une entreprise privée a pour vocation d'engranger des bénéfices. En revanche, s'il se trouve que l'affaire est portée devant un juge qui est plutôt « de gauche », ce dernier estimera que chacun doit avoir la chance de réaliser son bonheur personnel, même au prix d'une relation avec un collègue sur le lieu de travail, et condamnera l'entreprise.

La définition que le projet à l'examen donne de la discrimination indirecte est donc inacceptable dans un État de droit démocratique.

En outre, ce texte rappelle la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, qui examine très délicatement si une distinction établie par une norme législative satisfait à ces critères. Toutefois, le projet de loi cherche à imposer cette disposition au citoyen ordinaire en lui donnant valeur de loi.

Puisque l'on constate que la Cour d'arbitrage a déjà annulé des lois à de multiples reprises parce que même le législateur avait été incapable d'évaluer correctement ce que représente un objectif légitime et quels moyens sont proportionnés, il est clair que cela devient carrément impossible pour un simple citoyen. Il n'y a plus aucune prévisibilité; la question de savoir si l'on enfreint ou non cette loi tient de la loterie — dans laquelle la couleur politique du magistrat appelé à statuer est le seul élément déterminant.

N° 19 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 10

Supprimer cet article.

Justification

La possibilité de prendre des mesures d'action positive ne doit pas conduire à l'admissibilité des discriminations. Soit une mesure d'action positive est justifiée en vertu de l'article 12 et les exigences liées à la légitimité de l'objectif poursuivi et à la proportionnalité, en particulier, sont remplies, et il n'y a alors pas de problème.

Soit les exigences en question ne sont pas remplies et, dans ce cas, la distinction est une discrimination et est inacceptable en soi.

En outre, les compétences conférées au Roi par l'article 10, § 3, sont trop larges et donc inconstitutionnelles. Le Conseil d'État l'a d'ailleurs aussi souligné explicitement.

Volgens de definitie van dit wetsontwerp gaat het hier wellicht om een direct onderscheid, minstens om een indirect onderscheid: de burgerlijke staat, één van de beschermde criteria, zorgt er immers voor dat persoon X wel mag samenwerken met persoon Y in eenzelfde dienst, maar niet met persoon Z in dezelfde dienst.

Hoe kan een bedrijf nu vooraf weten of het kan veroordeeld worden? Dat kan het niet. Want de vraag of hij een directe of indirecte discriminatie begaat, hangt uitsluitend af van de vraag, of de rechter van mening zal zijn of er voldaan is aan de vage begrippen « objectief gerechtvaardigd » door een « legitiem doel » en « passende en noodzakelijke middelen ».

Als het bedrijf dus een eerder « rechtse » rechter treft, dan zal deze wellicht oordelen dat een bedrijf het recht heeft deze door iedereen bij aanwerving gekende regel te handhaven, om relationale spanningen en afleidingen te vermijden; een bedrijf is immers een private onderneming en moet winst maken. Als het bedrijf echter een eerder « linkse » rechter treft, dan zal deze menen dat elke mens kans moet hebben om zijn persoonlijk geluk na te streven, ook via een relatie met een collega op de werkvloer, en het bedrijf veroordelen.

In een democratische rechtsstaat is de voorgelegde definitie van indirecte discriminatie dan ook onaanvaardbaar.

Bovendien herinnert deze tekst aan de rechtspraak van het Arbitragehof, dat zeer delicaat afweegt of een onderscheid dat gemaakt wordt door een wetgevende norm aan deze criteria voldoet. Het wetsontwerp wil deze bepaling echter als wet opleggen aan de gewone burger.

Nu men vaststelt dat het Arbitragehof al vaak wetten vernietigt omdat zelfs de wetgever niet in staat is correct in te schatten wat een legitiem doel is en welke middelen proportioneel zijn, is het duidelijk dat dit voor de gewone burger helemaal onmogelijk wordt. Elke voorzienbaarheid valt weg; de vraag of men deze wet overtreedt is een loterij — waarbij de politieke kleur van de beoordelende magistraat het enige beslissende element wordt.

Nr. 19 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 10

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

De mogelijkheid tot positieve actie mag niet leiden tot de toelaatbaarheid van discriminatie. Ofwel is een maatregel van positieve actie gerechtvaardigd onder artikel 12 en zijn, meer bepaald, de vereisten van legitiem doel en proportionaliteit vervuld, en dan stelt er zich geen probleem.

Ofwel zijn die vereisten niet vervuld en is het onderscheid een discriminatie en is de maatregel onaanvaardbaar.

Bovendien zijn de in artikel 10 § 3 bepaalde bevoegdheden toegekend aan de Koning te ruim en dus ongrondwettelijk. De Raad van State merkte dit ook uitdrukkelijk op.

N° 20 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 11

Compléter cet article par un § 3 (nouveau), rédigé comme suit :

« § 3. *Il n'est pas, en soi, interdit d'encourager et de préconiser une modification législative visant à instaurer, par la loi, une distinction au sens du paragraphe 1^{er}.* »

Justification

Aux termes de l'article 11, § 1^{er}, proposé, une distinction qui est réglée par une loi n'est pas considérée comme une discrimination. Une nouvelle loi peut donc instaurer pareille distinction. En conséquence, le monde politique doit pouvoir militer pour une telle loi et en défendre l'idée, y compris en dehors de l'enceinte du Parlement. Et les citoyens doivent eux aussi pouvoir participer au débat public et politique qui sera mené à cette occasion. L'article 22 proposé rend toutefois punissable le fait de prôner toute discrimination. Le présent amendement tend à préciser que l'action politique et les propos ou écrits à connotation politique qui ne prônent pas directement une discrimination illégale, mais qui donnent à penser, par une mention implicite ou explicite ou tout simplement au vu du contexte politique, qu'ils visent en fait à modifier la législation existante, ne sont pas punissables.

Nous ne pouvons en effet pas en arriver à un système de lois immuables dans lequel des lois d'aujourd'hui supprimeraient la possibilité de les modifier demain ou les conditions pour ce faire.

N° 21 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 13

Supprimer cet article.

Justification

Le projet de loi à l'examen atteint un sommet d'hypocrisie dans la rédaction de son article 13.

Il est à rappeler que les auteurs du présent amendement sont radicalement opposés à l'idéologie politiquement correcte qui est à l'origine de l'instauration d'une loi antidiscrimination, à savoir la vision socialiste selon laquelle les pouvoirs publics doivent imposer l'égalité à tous les citoyens, y compris dans les rapports privés. Les auteurs défendent la liberté, en particulier les droits et libertés qui sont ancrés dans la Constitution et la CEDH et qui garantissent au contraire au citoyen que, dans certains domaines de sa vie privée, tant personnelle que professionnelle, les pouvoirs publics doivent s'abstenir de toute immixtion.

Cette loi tente d'imposer certaines visions idéologiques et politiques au citoyen et c'est pourquoi les auteurs du présent amendement y sont résolument opposés.

Mais maintenant que les auteurs du projet de loi considèrent qu'il faut imposer l'égalité à l'ensemble des citoyens, des entreprises et des organisations et leur interdire toute forme de

Nr. 20 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 11

Dit artikel aanvullen met een § 3 (nieuw), luidend als volgt :

« § 3. *Het aanzetten tot en het bepleiten van een wetswijziging die er op gericht is om een onderscheid, zoals bedoeld in paragraaf 1, bij wet in te voeren, is op zichzelf niet verboden.* »

Verantwoording

In het voorgestelde artikel 11, § 1 wordt gesteld dat er geen sprake is van discriminatie wanneer een onderscheid bij wet wordt geregeld. Dit houdt uiteraard in dat een dergelijk onderscheid door een nieuwe wet kan ingevoerd worden. Dit betekent op zijn beurt dat politici een dergelijke wet moeten kunnen nastreven en bepleiten, ook buiten het parlement. Ook burgers moeten aan dit publieke en politieke debat kunnen deelnemen. Het voorgestelde artikel 22 stelt echter het aanzetten tot discriminatie strafbaar. Dit amendement strekt ertoe te verduidelijken dat politieke actie en politiek gekleurde woorden en geschriften die niet op directe wijze aanzetten tot het bedrijven van onwettelijke discriminatie, maar die door impliciete of expliciete vermelding, of gewoonweg door de politieke context, laten vermoeden dat in feite een wijziging van de bestaande wet wordt nagestreefd, niet strafbaar zijn.

We mogen immers niet bij «wetten van Meden en Perzen» terecht komen waarbij wetten van vandaag de mogelijkheid of de voorwaarden wegnemen om morgen deze wetten te wijzigen.

Nr. 21 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 13

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Zelden werd de hypocrisie van een voorgelegd wetsontwerp aangetoond dan door de redactie van artikel 13.

Er moge aan herinnerd worden dat de indianers van dit amendement zich volledig verzetten tegen de politiek-correcte ideologie die aan het invoeren van een antidiscriminatie wet ten gronde ligt, namelijk de socialistische visie dat «gelijkheid» door de overheid aan alle burgers, ook in de private verhoudingen, moet opgelegd worden. Indianers verdedigen de vrijheid, en in het bijzonder de rechten en vrijheden zoals die in Grondwet en EVRM verankerd zijn, en die de burger integendeel garanderen dat in bepaalde domeinen van zijn private leven, zowel persoonlijk als professioneel, de overheid zich te onthouden heeft van inmenging.

Deze wet tracht bij wet bepaalde ideologische en politieke visies aan burgers op te dringen, en daarom verzetten indianers van dit amendement zich volledig en totaal tegen deze wet.

Nu de indianers van dit wetsontwerp echter van mening zijn, dat aan alle burgers, bedrijven en organisaties de «gelijkheid» en een geheel discriminatieverbod moet opgelegd worden, worden zij

discrimination, ils se trouvent confrontés à la suite logique qui en découle, à savoir que les organisations gravitant dans leur propre mouvance politique doivent également en subir les conséquences. Effectivement, si l'on considère à tort que les banques et les compagnies d'assurances doivent être obligées de ne plus appliquer aucun critère, il est logique que les mutuelles, les syndicats et les autres organisations gravitant dans la mouvance d'un parti politique doivent abandonner des critères tels que la tendance confessionnelle ou la conviction politique.

L'article 13 a toutefois été inscrit dans la loi en projet pour permettre de soustraire à l'application de la loi les organisations qui gravitent dans la mouvance des partis politiques. Le fait que la directive européenne prévoie cette possibilité pour exactement les mêmes raisons n'enlève rien à l'hypocrisie du procédé.

L'alinéa final de cet article est, lui aussi, révélateur puisqu'il réserve à cette catégorie précise d'organisations le droit de requérir des personnes travaillant pour elles une attitude de bonne foi et de loyauté envers l'éthique de l'organisation. La question se pose de savoir pourquoi une entreprise ou n'importe quelle autre organisation que celles dont le fondement repose sur la conviction religieuse ou philosophique n'a pas le droit de requérir une attitude de bonne foi et de loyauté ?

L'ensemble du projet de loi à l'examen constitue une atteinte inadmissible aux libertés du citoyen. Mais si cette loi est votée malgré tout, l'équité commande de supprimer cet article afin que les organisations de la mouvance des partis politiques de gauche, qui sont les auteurs de ce texte, en subissent les conséquences.

N° 22 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 14

Dans cet article, supprimer les mots « — la discrimination indirecte ».

Justification

Voir la justification des autres amendements sur la discrimination indirecte.

N° 23 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 21

Supprimer cet article.

Justification

Il ressort de la formulation de l'article 21 en projet, sous le titre « dispositions pénales », que le projet de loi entend transposer dans un contexte pénal une série de figures juridiques non pénales prévues dans la Directive 2000/78/CE.

Tout d'abord, cela n'est ni nécessaire, ni souhaitable : la directive dispose en son article 17, relatif aux sanctions, que celles-ci doivent être « effectives, proportionnées et dissuasives », mais elle n'impose nullement une approche pénale. La protection contre le

geconfronteerd met het logische gevolg, dat de organisaties die aan hun eigen politieke zuil verbonden zijn, daarvan ook de gevolgen ondergaan. Inderdaad, indien men ten onrechte meent dat banken en verzekeringen moeten verplicht worden geen enkel criterium meer te hanteren, dan is het logisch dat ook ziekenfondsen, vakbonden en andere verzuilde instellingen criteria als geloof of politieke overtuiging moeten laten varen.

Om echter de eigen zuilgebonden organisaties van de toepassing van deze wet te vrijwaren, wordt artikel 13 opgenomen. Dat de Europese richtlijn, op basis van exact dezelfde politieke redenen deze mogelijkheid voorziet, doet geen afbreuk aan de hypocrisie ervan.

Ook de slotparagraaf van dit artikel is onthullend, nu enkel aan deze welbepaalde categorie van organisaties het recht wordt voorbehouden van personen die voor hen werkzaam zijn, een houding van « goede trouw en loyaliteit aan de grondslag van de organisatie » te verlangen. De vraag rijst waarom een bedrijf of eender welke andere organisatie dan diegene gegrond op geloof of levensbeschouwing dan geen houding van goede trouw en loyaliteit zou mogen verlangen ?

Het voorliggende wetsontwerp is in zijn geheel een ontoelaatbare inbreuk op de vrijheden van de burgers. Maar indien deze wet dan toch wordt goedgekeurd, dan is het maar billijk dat dit artikel geschrapt wordt, zodat ook de zuilgebonden organisaties van de indienende linkse politieke partijen daarvan de gevolgen ondergaan.

Nr. 22 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 14

In dit artikel, de woorden « indirecte discriminatie » doen vervallen.

Verantwoording

Zie toelichting bij andere amendementen over indirecte discriminatie.

Nr. 23 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 21

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Uit de formulering van artikel 21 onder de titel « strafrechtelijke bepalingen » blijkt dat het wetsontwerp een aantal niet-strafrechtelijke rechtsfiguren, zoals voorzien in richtlijn 2000/78/EG, wil transponeren naar een strafrechtelijke context.

Vooreerst is dit niet noodzakelijk en onwenselijk : de richtlijn bepaalt in artikel 17 inzake sancties dat deze « doeltreffend, evenredig en afschrikwekkend » moeten zijn, maar geenszins dat dit een strafrechtelijke aanpak vereist. De voorziene ontslagbe-

licenciement, l'indemnisation forfaitaire, l'astreinte et l'action en cessation prévues peuvent suffire amplement.

En outre, la formulation de l'article en question est illégale, car contraire au principe de prévisibilité, tel qu'il doit s'appliquer en droit pénal dans un État de droit. Tout citoyen doit savoir d'avance quel acte constitue une infraction et quel acte n'en constitue pas une.

L'article 21 proposé définit la discrimination au sens pénal comme étant la discrimination directe intentionnelle. Or, la discrimination directe est définie de manière beaucoup plus vague dans l'article 4 en projet que dans la directive; il y est question d'une distinction directe, fondée sur l'un des critères protégés, qui ne peut être justifiée sur la base des dispositions du titre II de la loi. Ce titre II prévoit à son tour qu'une distinction fondée sur la nationalité n'est admise que si elle est justifiée par un but «légitime» et si les moyens de réaliser cet objectif sont «appropriés» et «nécessaires».

Le recours à des critères extrêmement vagues comme «légitime», «approprié» et «nécessaire» met le citoyen dans l'impossibilité de savoir quel acte constitue une infraction et quel acte n'en constitue pas une, et la réponse est dès lors laissée entièrement à l'avis personnel du juge. Dans un État de droit, une telle situation est contraire au principe de prévisibilité, tel qu'il découle de la Convention européenne des droits de l'homme et qu'il a été confirmé à plusieurs reprises par la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg.

Cette remarque est plus pertinente encore lorsqu'on veut rendre punissable une «discrimination indirecte intentionnelle».

Que le projet de loi à l'examen méconnaisse cet important principe de prévisibilité est d'autant plus singulier que ce même projet a été notamment rendu nécessaire par l'annulation antérieure, par la Cour d'arbitrage, d'une partie de la première loi anti-discrimination, précisément en raison du manque de précision du texte.

Il n'est pas étonnant, dès lors, que le Conseil d'État ait rejeté très sévèrement ces dispositions dans son avis relatif au projet de loi à l'examen (n° 40.689/AG, n° 40.690/AG, n° 40.691/AG):

Le Conseil d'État affirme:

34. L'objection formulée par la Cour d'arbitrage au point B.55 de son arrêt repose sur l'incompatibilité avec l'exigence de prévisibilité propre à la loi pénale. On n'aperçoit pas comment le nouveau texte résout les objections formulées par la Cour d'arbitrage. En effet, la question reste posée de savoir comment on peut intentionnellement inciter à une «pratique apparemment neutre» ou à commettre un acte dont le caractère discriminatoire ne se manifeste que par le désavantage particulier qui peut en résulter. Au contraire, la prévisibilité paraît encore moindre que dans la disposition annulée par la Cour d'arbitrage.

Dans l'avis 39.682/1 précité du 31 janvier 2006, postérieur à l'arrêt de la Cour d'arbitrage, la section de législation estime en outre que «compte tenu, en particulier, du fait qu'une évaluation de la proportionnalité est requise pour apprécier la discrimination indirecte, force est de conclure que la définition de l'infraction formulée à l'article 11 de la proposition n'est pas conforme au principe de légalité dès lors qu'elle se borne à faire référence à la perpétration d'une «discrimination».

L'avis du Conseil d'État est donc accablant: le texte en discussion ne donne pas suite aux objections antérieures de la Cour d'arbitrage, il est encore plus mauvais que les passages antérieurement annulés de l'ancienne loi anti-discrimination et le

scherming, forfaitaire schadevergoeding, dwangsom en stakingsvordering kunnen ruimschoots volstaan.

Bovendien is de formulering onwettig, want strijdig met het beginsel van de voorzienbaarheid, zoals dit in een rechtsstaat moet gelden wanneer het over strafrecht gaat. Elke burger moet vooraf weten welke daad een misdrijf is en welke niet.

Dit artikel definieert als discriminatie in strafrechtelijke zin: de opzettelijke directe discriminatie. Directe discriminatie wordt echter in artikel 4 veel vager gedefinieerd dan in de richtlijn; het gaat hier om een direct onderscheid op basis van een beschermd criterium dat niet gerechtvaardigd kan worden op grond van de bepalingen van titel II van de wet. Titel II bepaalt dan dat een onderscheid op basis van bijvoorbeeld vermogen of geboorte enkel kan indien er een «legitiem» doel is en de middelen voor het bereiken van dat doel «passend» en «noodzakelijk» zijn.

Het gebruik van uiterst vage criteria als «legitiem», «passend» en «noodzakelijk» zorgt ervoor dat een burger onmogelijk nog kan weten welke daad een misdrijf is en welke niet; dit wordt volledig overgelaten aan de persoonlijke mening van de rechter. In een rechtsstaat is dit strijdig met het voorzienbaarheidsbeginsel zoals het voortvloeit uit het Europees verdrag voor de rechten van de mens, en zoals het herhaaldelijk bevestigd is door het Europees Mensenrechtenhof te Straatsburg.

Deze opmerking is nog meer pertinent, wanneer men zelfs zoiets wil strafbaar stellen als «opzettelijke indirecte discriminatie».

Dat dit wetsontwerp dit belangrijke beginsel van de voorzienbaarheid miskent is opmerkelijk, nu dit wetsontwerp mede noodzakelijk werd door de eerdere vernietiging door het Arbitragehof van een deel van de eerste antidiscriminatiewet, net vanwege deze vaagheid.

Het wekt dan ook geen verwondering, dat de Raad van State in haar advies bij dit wetsontwerp (nr. 40.689/av, nr. 40.690/av, nr. 40.691/AV) deze bepalingen uiterst streng heeft afgekeurd.

De Raad van State schreef:

34. Het bezwaar in de overweging B.55 van het Arbitragehof in het arrest steunt op de niet-verenigbaarheid met de vereiste van voorzienbaarheid die inherent is aan de strafwet. Het is niet duidelijk hoe de nieuwe tekst tegemoet komt aan de bezwaren van het Arbitragehof. De vraag blijft immers hoe opzettelijk kan worden aangezet tot een «ogenschijnlijk neutrale handelswijze». Daarnaast blijft onduidelijk hoe opzettelijk kan worden aangezet tot een daad waarvan de discriminerende aard alleen tot uiting komt door de bijzondere benadeling die eruit kan voortvloeien. De voorzienbaarheid lijkt integendeel nog geringer te zijn dan in de bepaling zoals die door het Arbitragehof werd vernietigd.

In het voormelde advies 39.682/1, van 31 januari 2006, daterend van na het arrest van het Arbitragehof, oordeelt de afdeling wetgeving bovendien dat «inzonderheid gelet op het gegeven dat bij de beoordeling van de indirecte discriminatie een afweging van de proportionaliteit moet worden gemaakt, moet worden besloten dat de in artikel 11 van het voorstel gehanteerde omschrijving van het misdrijf, door louter te verwijzen naar het plegen van «discriminatie», niet voldoet aan het legaliteitsbeginsel».

De Raad van State is dus ronduit vernietigend: de voorliggende tekst komt niet tegemoet aan de eerdere bezwaren van het Arbitragehof, deze voorliggende tekst is nog slechter dan de eerder vernietigde passages van de oude antidiscriminatiewet, en in de zo

principe de légalité n'est PAS respecté dans un secteur aussi important que le droit pénal, fondement de l'État de droit.

La seule façon de résoudre ces problèmes est de supprimer intégralement l'article 21 en projet.

N° 24 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 21

Dans cet article, supprimer les mots « de discrimination indirecte intentionnelle, ».

Justification

Voir la justification des autres amendements relatifs à la discrimination indirecte.

N° 25 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 22

Supprimer cet article.

Justification

Il est totalement déraisonnable de rendre punissable l'incitation à accomplir certains actes alors que ces actes ne sont pas punissables en soi. En outre, le fait d'inciter à poser un acte est toujours une manière d'exprimer une opinion. Or, il apparaît clairement à la lumière de la jurisprudence de la CEDH que la liberté d'opinion doit subir encore moins de restrictions que la liberté d'action et que les conditions auxquelles la CEDH autorise un régime de restrictions sont plus strictes lorsqu'il s'agit de la liberté d'opinion que de la liberté d'action. On ne saurait dès lors accepter qu'une loi belge consacre le principe inverse.

N° 26 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 22

À cet article, apporter les modifications suivantes :

A) supprimer les points 1^o et 3^o;

B) aux points 2^o et 4^o, supprimer les mots « à la haine ou ».

Justification

S'agissant de l'article 20 proposé, qui instaure des infractions concrètes, force est de constater qu'en reprenant inutilement des notions supplémentaires vagues telles que « fortune » et « nais-

belangrijke sector van het strafrecht wordt NIET voldaan aan het legaliteitsbeginsel — de basis van de rechtsstaat.

Alleen de volledige schrapping van artikel 21 kan hier een oplossing bieden.

Nr. 24 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 21

In dit artikel, de woorden « opzettelijke indirecte discriminatie » doen vervallen.

Verantwoording

Zie toelichting bij andere amendementen over indirecte discriminatie.

Nr. 25 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 22

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Het is volstrekt onredelijk dat, waar bepaalde handelingen op zichzelf niet strafbaar zijn, het aanzetten tot deze handelingen wel strafbaar zou zijn. Het is bovendien zo dat het « aanzetten tot » steeds het uiten van een mening betreft. In het licht van de rechtspraak van het EHRM is het duidelijk dat meningen nog aan minder beperkingen mogen onderhevig zijn dan handelingen en de voorwaarden van het EVRM voor de toelaatbaarheid van deze beperkingen strenger zijn dan voor het beperken van de handelingsvrijheid. Het kan dan ook niet dat in een Belgische wet het omgekeerde principe wordt gehuldigd.

Nr. 26 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 22

In dit artikel de volgende wijzigingen aanbrengen :

A) het 1^o en het 3^o doen vervallen :

B) in het 2^o en het 4^o de woorden « haat of » doen vervallen.

Verantwoording

Bij de bespreking van artikel 20, dat concrete misdrijven invoert, moet vastgesteld worden dat het wetsontwerp nodeloos verder gaat dan de richtlijn voorschrijft, door zinloos bijkomende

sance» comme critères protégés et souvent interdits, le projet de loi va, sans nécessité aucune, au-delà de ce que la directive et la convention prescrivent.

Il est bon de rappeler par ailleurs que la directive ne prescrit aucunement une approche pénale : elle dispose en son article 17, relatif aux sanctions, que celles-ci doivent être «effectives, proportionnées et dissuasives, mais n'impose pas le moins du monde une approche pénale. La protection contre le licenciement, l'indemnisation forfaitaire, l'astreinte et l'action en cessation prévues peuvent amplement suffire.

De plus, la définition de la notion de «discrimination», telle qu'elle est formulée à l'article 21, a été considérée par la Cour d'arbitrage et le Conseil d'État comme illégale car contraire au principe de légalité du droit pénal.

Force est de constater dans ce contexte que la première infraction prévue, celle qui consiste à «inciter à la discrimination à l'égard d'une personne, en raison de l'un des critères protégés», va beaucoup plus loin que ce que prescrit la directive. C'est pourquoi il y a lieu de supprimer ce premier point.

En ce qui concerne le deuxième point, les auteurs peuvent souscrire à une pénalisation de toute «incitation à la violence», pourvu qu'il s'agisse non pas de faire ici des procès d'intention, mais plutôt de poursuivre par exemple les appels à trancher la gorge des infidèles ou à précipiter les homosexuels du haut d'un gratte-ciel. En pareils cas, l'incitation à la violence est clairement reconnaissable.

La définition de l'«incitation à la haine» est en revanche tellement vague qu'elle a conduit en Belgique à une atteinte grave à la liberté de débat, toute proposition politique défavorable aux «personnes protégées» étant à tort immédiatement qualifiée d'«incitation à la haine envers celles-ci».

Cette censure du politiquement correct méconnaît le droit fondamental dont jouissent en démocratie tout homme politique et tout citoyen de promouvoir les solutions de leur choix pour remédier aux problèmes de société qu'ils perçoivent, pour peu que cela se fasse de manière pacifique. Le politique qui plaide en faveur de la légalisation de la drogue ne se rend pas coupable d'«incitation à la consommation de drogue». Le cardinal catholique qui exprime sa désapprobation morale de l'homosexualité traduit le point de vue de sa religion et n'«incite pas à la haine envers les homosexuels».

En Belgique, les hommes politiques, les journalistes et les juges semblent avoir oublié cette vérité simple.

N° 27 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 22

Aux 1° et 3° de cet article, supprimer les mots « , et ce, même en dehors des domaines visés à l'article 5 ».

Justification

Il est totalement déraisonnable d'interdire et même de punir l'incitation à accomplir certains actes alors que ces actes ne sont pas interdits en soi (même pour ce qui est des dispositions de droit civil figurant dans la présente loi). En outre, le fait d'inciter à poser un acte est toujours une manière d'exprimer une opinion. Or, il

vage begrippen als «Vermogen» «en «geboorte» als beschermd en vaak verboden criterium op te nemen.

Daarnaast moge eraan herinnerd worden dat de richtlijn hoegenaamd geen strafrechtelijke aanpak voorschrijft : de richtlijn bepaalt in artikel 17 inzake sancties dat deze «doeltreffend, evenredig en afschrikwekkend» moeten zijn, maar geenszins dat dit een strafrechtelijke aanpak vereist. De voorziene ontslagbescherming, forfaitaire schadevergoeding, dwangsom en stakingsvordering kunnen ruimschoots volstaan.

Bovendien is de definitie van «discriminatie», zoals bepaald in artikel 21, volgens Arbitragehof en Raad van State onwettig, want strijdig met het legaliteitsbeginsel van het strafrecht.

In die context moet vastgesteld worden, dat het eerste voorziene misdrijf «aanzet tot discriminatie jegens een persoon wegens één van de beschermde criteria», veel verder gaat dan door richtlijn voorgeschreven. Daarom dient deze eerste paragraaf geschrapt te worden.

Wat de tweede paragraaf kunnen indieners zich vinden in een strafbaarstelling van «aanzetten tot geweld», in die zin dat hier geen intentieprocessen mogen gevoerd worden, maar wel oproepen moeten gevisieerd worden om bijvoorbeeld ongelovigen de keel af te snijden of homoseksuelen van een hoog gebouw te gooien. In deze gevallen is het aanzetten tot geweld duidelijk herkenbaar.

De strafrechtelijke bepaling «aanzetten tot haat» is evenwel dermate vaag, dat zij in België geleid heeft tot een zware aantasting van het vrije debat, waarbij elk politiek voorstel dat onvriendelijk is voor «beschermde personen», volkomen ten onrechte meteen ook beschouwd wordt als een «aanzetten tot haat» tegen deze personen.

Deze politiek-correcte censuur miskent het fundamentele recht in een democratie voor een politicus en voor elk burger om over de maatschappelijke problemen die hij onderkent, de oplossingen van zijn keuze te bepleiten, mits dit gebeurt op vreedzame wijze. De politicus die pleit voor legalisatie van drugs maakt zich niet schuldig aan «aanzetten tot druggebruik», de katholieke kardinaal die moreel zijn afkeuring uitspreekt over homoseksualiteit vertolkt de mening van zijn religie en doet niet aan «aanzetten tot haat tegen homoseksuelen».

Deze eenvoudige waarheid blijkt ook door politici, journalisten en rechters in België vergeten te zijn.

Nr. 27 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 22

In het 1° en het 3° van dit artikel de woorden « en dit zelfs buiten de in artikel 5 bedoelde domeinen » doen vervallen.

Verantwoording

Het is volstrekt onredelijk dat, waar bepaalde handelingen op zichzelf niet verboden zijn (ook niet wat de burgerrechtelijke bepalingen van deze wet betreft), het aanzetten tot deze handelingen niet alleen verboden maar zelfs strafbaar zou zijn. Het is bovendien zo dat het «aanzetten tot» steeds het uiten van een

apparaît clairement à la lumière de la jurisprudence de la CEDH que la liberté d'opinion doit subir encore moins de restrictions que la liberté d'action et que les conditions auxquelles la CEDH autorise un régime de restrictions sont plus strictes lorsqu'il s'agit de la liberté d'opinion que de la liberté d'action. On ne saurait dès lors accepter qu'une loi belge consacre le principe inverse.

N° 28 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 22

Au 3° de cet article, supprimer les mots « ou à la ségrégation ».

Justification

On ne voit pas clairement ce que la notion de ségrégation ajoute à celle de discrimination. Existerait-il une forme de ségrégation qui ne serait pas discriminatoire?

La notion de ségrégation est issue de la loi de 1981 contre le racisme. Cette loi vit le jour à l'époque du régime d'apartheid en Afrique du Sud, et c'est ce système politique que l'on entendait condamner explicitement dans la terminologie de la loi. Vouloir reprendre cette terminologie dans une loi antidiscrimination générale et moderne est anachronique et inapproprié.

N° 29 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 27

Supprimer cet article.

Justification

Il n'y a pas lieu d'introduire dans le cadre de cette problématique des règles spéciales en ce qui concerne la charge de la preuve et l'administration de la preuve. Les règles ordinaires peuvent suffire. On constate plus particulièrement que, dans le projet, la charge de la preuve est trop facilement renversée. De plus, la possibilité qui est donnée de recourir à des tests de situation n'est pas acceptable du point de vue de l'État de droit.

N° 30 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 27

Dans cet article, supprimer les mots « — la discrimination indirecte ».

Justification

Voir la justification des autres amendements relatifs à la discrimination indirecte.

mening betreft. In het licht van de rechtspraak van het EHRM is het duidelijk dat meningen nog aan minder beperkingen mogen onderhevig zijn dan handelingen en de voorwaarden van het EVRM voor de toelaatbaarheid van deze beperkingen strenger zijn dan voor het beperken van de handelingsvrijheid. Het kan dan ook niet dat in en Belgische wet het omgekeerde principe wordt gehuldigd.

Nr. 28 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 22

In het 3° van dit artikel de woorden « of tot segregatie » doen vervallen.

Verantwoording

Het is niet duidelijk wat segregatie toevoegt aan het begrip discriminatie. Is er dan segregatie die niet discriminerend is?

Segregatie is een begrip dat afkomstig is uit de racismewet van 1981. Deze wet kwam tot stand ten tijde van het apartheidsregime in Zuid-Afrika en in de terminologie van de wet wilde men expliciet dit politiek systeem veroordelen. Het is anachronistisch en ongepast deze terminologie te willen overnemen in een algemene en moderne antidiscriminatiewet.

Nr. 29 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 27

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Er is geen reden om in deze problematiek speciale regels inzake bewijslast en bewijsvoering in te voeren. De gewone regels kunnen volstaan. In het bijzonder wordt in dit ontwerp de bewijslast te gemakkelijk omgekeerd. Tevens is de open mogelijkheid tot het gebruik van praktijktests vanuit standpunt van de rechtsstaat niet aanvaardbaar.

Nr. 30 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 27

In dit artikel de woorden « indirecte discriminatie » doen vervallen.

Verantwoording

Zie toelichting bij andere amendementen over indirecte discriminatie.

N° 31 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 28

Supprimer cet article.

Justification

Contrairement à ce que soutient le gouvernement, la directive que l'on prétend transposer ne prévoit absolument aucune obligation d'instaurer un renversement de la charge de la preuve.

En effet, l'article 10 de la directive, qui se rapporte à la charge de la preuve, contient une disposition importante en son cinquième paragraphe :

'Les États membres peuvent ne pas appliquer le paragraphe 1 aux procédures dans lesquelles l'instruction des faits incombe à la juridiction ou à l'instance compétente.'

Comme les dispositions du projet de loi à l'examen sont beaucoup trop vagues, le juge dispose d'une marge d'appréciation beaucoup trop grande, mais en tout état de cause, c'est bien le tribunal qui a toujours le dernier mot au bout du compte.

Le texte de la directive que l'on prétend transposer, prévoit que, dans cette configuration, le renversement de la charge de la preuve n'est donc pas nécessaire, pas même en matière civile.

Le renversement de la charge de la preuve constitue en tout cas une violation grave et flagrante des règles fondamentales de notre droit de la preuve, selon lesquelles celui qui réclame quelque chose est également tenu d'en apporter la preuve.

Cette règle est certainement de la plus haute importance en matière de discrimination parce que l'on sait par expérience que les groupes de pression organisés du lobby des homosexuels, par exemple, sont très vite enclins à considérer une déclaration défavorable d'un prélat comme une forme de « discrimination ».

Ces dernières années, le lobby des homosexuels a porté plainte à plusieurs reprises contre des représentants de l'église catholique.

Dans cette matière, le risque de plaintes abusives ou à caractère avant tout médiatique est donc très élevé, compte tenu aussi de l'attention excessive que les médias portent à ce type d'affaires. Les avantages que le projet de loi permet de retirer d'une plainte abusive, tels que la protection contre le licenciement, ne feront qu'accroître ce risque.

Le maintien de la règle de base dans le domaine de la preuve, selon laquelle celui qui réclame une chose est également tenu de la prouver, est dès lors nécessaire, et la directive ne s'y oppose pas.

Est encore moins acceptable, dans un État de droit démocratique, l'instauration d'un test de situation, qui tient carrément lieu de provocation organisée et légalisée. La situation que prévoit le paragraphe 2 de l'article 28, en l'occurrence un renversement de la charge de la preuve causé par « une récurrence de traitement défavorable » pouvant être attestée par « différents signalements isolés », constitue bel et bien un appel général à faire en sorte de renverser la preuve par l'entremise de tests de situation.

Nr. 31 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 28

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

In tegenstelling tot wat de regering voorhoudt, voorziet de richtlijn die men beweert uit te voeren, hoegenaamd niet in een verplichting om een omkering van bewijslast in te voeren.

Het toepasselijke artikel 10 inzake bewijslast van de richtlijn bevat immers volgend belangrijke vijfde lid :

« De lidstaten hoeven lid 1 niet toe te passen in zaken waarin het aan de rechter of een andere bevoegde instantie is om de feiten te onderzoeken. »

Uit het voorliggende wetsontwerp blijkt dat door de veel te vage bepalingen de rechter een veel te grote beoordelingsmarge krijgt, maar wel dat het hoe dan ook nog steeds de rechtbank is die uiteindelijk het laatste woord heeft.

In die constellatie is dus, volgens de tekst van de richtlijn die men beweert uit te voeren, omkering van de bewijslast niet nodig, ook niet in burgerrechtelijke zaken.

Omkering van de bewijslast is hoe dan ook een grove en flagrante inbreuk op de fundamentele regels van ons bewijsrecht, die bepalen dat hij die iets vordert, dat ook moet bewijzen.

Deze regel is zeker van het grootste belang in zaken van discriminatie omdat de ervaring leert dat bijvoorbeeld de georganiseerde belangengroepen van de homolobby zeer snel geneigd zijn bijvoorbeeld een onvriendelijke uitspraak van een kerkvorst te beschouwen als een uiting van « discriminatie ».

De afgelopen jaren werden herhaaldelijk door de homolobby klachten ingediend tegen vertegenwoordigers van de katholieke kerk.

De kans op valse of vooral mediatieke klachten is, mede door de buitensporige aandacht van de media voor dit soort zaken, dan ook in deze materie erg groot. De voordelen die het wetsontwerp verbindt aan een valse klacht, zoals ontslagbescherming, zullen deze kans enkel vergroten.

Het handhaven van de basisbewijsregel, dat hij die iets vordert dat ook moet bewijzen, is dan ook noodzakelijk, en de richtlijn staat daaraan niet in de weg.

Zo mogelijk nog minder aanvaardbaar in een democratische rechtsstaat is het invoeren van een « praktijktest », die zonder meer neerkomt op georganiseerde en gelegaliseerde uitlokking. De situatie zoals voorzien in artikel 28, tweede paragraaf, waar een omkering van de bewijslast wordt veroorzaakt door « een patroon van ongunstige behandeling » dat kan blijken uit « verschillende los van elkaar staande meldingen » is wel degelijk een oproep aan eenieder om via praktijktests te zorgen voor deze omkering.

N° 32 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 29

Supprimer cet article.

Justification

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, organisme largement financé par l'État et doté d'un personnel pléthorique, est censé veiller au respect de la loi antidiscrimination en toute neutralité et en toute indépendance.

Depuis sa création, ce Centre n'est jamais parvenu à afficher cette neutralité. La raison en est que le conseil d'administration regorge ouvertement de collaborateurs du gouvernement, de ministres et de partis politiques.

La composition du conseil d'administration change assez souvent. Toutefois, à l'époque des poursuites intentées contre le Vlaams Blok, le VLD Stefan Ector, la figure de proue de Spirit, Vic Anciaux, la députée CD&V Nahima Lanjri, les hommes politiques Tarik Fraihi et El Mouden, et même le chef de cabinet adjoint du ministre des Affaires étrangères, y siégeaient sans vergogne.

Par conséquent, le Centre était et est encore avant tout un organisme qui vise l'opposition.

S'il y avait, en Russie ou aux États-Unis, un organisme public dirigé par des représentants du gouvernement dont le but est de s'en prendre à l'opposition, on parlerait à juste titre de pratiques antidémocratiques, d'abus de pouvoir et d'atteinte aux droits et aux libertés fondamentaux. Il faut tirer la même conclusion dans notre pays.

La disposition figurant dans la loi relative au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, qui prescrit que le conseil d'administration doit être neutre, est systématiquement bafouée. Il est dès lors nécessaire de retirer toute compétence au Centre.

N° 33 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 30

Supprimer cet article.

Justification

L'article 30 proposé organise une procédure que les juristes ont critiquée à juste titre en la qualifiant de privatisation des poursuites pénales.

Dans un État de droit démocratique, c'est en principe le ministère public qui apprécie si l'engagement de poursuites pénales est possible au niveau juridique et opportun sur le plan social.

Déléguer le droit de procéder à cette appréciation ne peut pas être fait à la légère. D'une part, des personnes pourront être traînées inconsidérément devant le tribunal et seront de ce fait obligées de supporter des frais de justice et d'autre part, les

Nr. 32 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 29

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding is een door de overheid ruim gefinancierd en massaal van personeel voorziene instelling die geacht wordt neutraal en onafhankelijk toe te zien op naleving van de antidiscriminatiewet.

Sedert haar oprichting is dit Centrum er nooit in geslaagd, deze neutraliteit waar te maken. De oorzaak is dat de beheerraad openlijk bevolkt is met medewerkers van regering, ministers en politieke partijen.

De beheerraad wijzigt nogal vaak in samenstelling, maar ten tijde van de vervolging van de partij Vlaams Blok werd er schamteloos in gezeteld door VLD-politicus Stefan Ector, door Spirit-boegbeeld Vic Anciaux, door CD&V-kamerlid Nahima Lanjri, door politicus Tarik Fraihi, door politicus El Mouden, en zelfs door de adjunct-kabinetschef van de minister van Buitenlandse Zaken.

Het Centrum was en is dan ook nog steeds in de eerste plaats een instelling die de oppositie viseert.

Indien in Rusland of de VS een overheidsinstelling actief zou zijn, bestuurd door vertegenwoordigers van de regering met als doel de oppositie aan te vallen, dan zou men terecht spreken van ondemocratische praktijken, machtsmisbruik en een aantasting van de fundamentele rechten en vrijheden. In eigen land moet dezelfde conclusie getrokken worden.

De bepaling in de wet inzake het CGKR, die stelt dat de beheerraad neutraal moet zijn, wordt systematisch met voeten getreden. Het is dan ook noodzakelijk elke bevoegdheid voor het Centrum te schrappen.

Nr. 33 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 30

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Artikel 30 organiseert datgene wat juristen terecht kritisch hebben genoemd, de privatisering van de strafvervolging.

In een democratische rechtsstaat is het principieel het openbaar ministerie dat beoordeelt of het instellen van een strafvervolging juridisch mogelijk en maatschappelijk opportuun is.

Met het uitbesteden van het recht om deze beoordeling te maken, dient niet lichtzinnig omgesprongen te worden. Niet alleen worden mensen aldus lichtzinnig voor de rechtbank gesleept en zo verplicht om juridische kosten te maken, ook zorgen de daarop

acquittements qui en découleront contribueront à vider la loi contestée de sa portée.

La pratique en Belgique nous apprend que la privatisation des poursuites pénales entraîne des dérapages inacceptables.

Les poursuites contre le parti politique Vlaams Blok ont été intentées par la Liga voor Mensenrechten, un club vampirisé par l'extrême-gauche qui a verrouillé la possibilité d'adhésion de nouveaux membres d'une manière complètement antidémocratique. Après le double acquittement du Vlaams Blok, on trouva à Gand quelques excellents juges pour régler l'affaire. La condamnation du parti a valu une grande victoire électorale au Vlaams Belang en 2004, ce qui n'était sans doute pas l'effet escompté par les auteurs de la loi contre le racisme.

S'il y a bien des associations qui ne disposent d'aucune autorité pour tenter des poursuites pénales privatisées, ce sont les syndicats belges. Ceux-ci organisent, d'une manière complètement antidémocratique, un monopole d'assistance et de conseils syndicaux, et accaparent les élections sociales. En outre, ils excluent, d'une manière manifestement discriminatoire, des personnes qui participent aux élections sur la liste électorale de leur choix, lorsque leurs convictions politiques ne plaisent pas aux syndicats.

Il est donc légitime de supprimer l'ensemble de l'article proposé.

N° 34 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 31

Supprimer cet article.

Justification

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, organisme largement financé et richement doté en personnel par l'État, est censé veiller, en toute neutralité et en toute indépendance, au respect de la loi antiracisme.

Depuis sa création, ce centre n'est jamais parvenu à afficher cette neutralité, car son conseil d'administration se compose ouvertement de collaborateurs du gouvernement, de collaborateurs de ministres et de collaborateurs de partis politiques.

La composition du conseil d'administration du centre change relativement souvent, mais à l'époque des poursuites contre le parti Vlaams Blok, les membres qui y siégeaient avec sans-gêne étaient le VLD Stefan Ector, la figure de proue de Spirit Vic Anciaux, la députée CD&V Nahima Lanjri, le SP.a Tarik Fraihi, l'homme politique El Mouden et même le chef de Cabinet adjoint du ministre des Affaires étrangères.

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme était dès lors — et est toujours — avant tout un organisme qui vise l'opposition.

Si une institution publique était administrée par des représentants du gouvernement en Russie ou aux États-Unis, dans le but de s'en prendre à l'opposition, on parlerait à juste titre de pratiques antidémocratiques, d'abus de pouvoir et d'atteinte aux droits et libertés fondamentaux. La même conclusion s'impose dans notre pays.

La disposition de la loi relative au CECLR qui consacre la neutralité du conseil d'administration est systématiquement foulée

volgende vrijspraken voor een uitholling van het draagvlak van de bestreden wet.

De praktijk in België leert dat de privatisering van de strafvervolgung tot onaanvaardbare ontsporingen leidt.

De vervolging tegen de politieke partij Vlaams Blok werd opgestart door de Liga voor Mensenrechten, een door extreem-links gekaapte club die de mogelijkheid tot toetreding van leden op een compleet ondemocratische manier vergrendeld heeft. Nadat het Vlaams blok tweemaal werd vrijgesproken, vond men te Gent enkele uitgezochte rechters om de klus te klaren. De veroordeling leidde tot een grote overwinning van de partij Vlaams Belang in 2004, wellicht niet het gewenste effect dat de opstellers van de racismewet voor ogen hadden.

Wie al zeker over geen enkele autoriteit beschikt om een geprivatiseerde strafvervolgung op te starten, dat zijn de Belgische vakbonden. Op een volstrekt ondemocratische manier organiseren zij een monopolie van syndicale bijstand en adviesverlening, en monopoliseren zij de sociale verkiezingen; bovendien sluiten zij op manifest discriminerende wijze mensen uit, die bij verkiezingen deelnemen op de kieslijst van hun keuze, indien hun politieke mening de vakbond niet bevalt.

Schrapping van dit hele artikel is dan ook gerechtvaardigd.

Nr. 34 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 31

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding is een door de overheid ruim gefinancierd en massaal van personeel voorziene instelling die geacht wordt neutraal en onafhankelijk toe te zien op naleving van de antidiscriminatiewet.

Sedert haar oprichting is dit Centrum er nooit in geslaagd, deze neutraliteit waar te maken. De oorzaak is dat de beheerraad openlijk bevolkt is met medewerkers van regering, ministers en politieke partijen.

De beheerraad wijzigt nogal vaak in samenstelling, maar ten tijde van de vervolging van de partij Vlaams Blok werd er schaamteloos in gezeteld door VLD-politicus Stefan Ector, door Spirit-boegbeeld Vic Anciaux, door CD&V-kamerlid Nahima Lanjri, door politicus Tarik Fraihi, door politicus El Mouden, en zelfs door de adjunct-kabinetschef van de minister van Buitenlandse Zaken.

Het Centrum was en is dan ook nog steeds in de eerste plaats een instelling die de oppositie viseert.

Indien in Rusland of de VS een overheidsinstelling actief zou zijn, bestuurd door vertegenwoordigers van de regering met als doel de oppositie aan te vallen, dan zou men terecht spreken van ondemocratische praktijken, machtsmisbruik en een aantasting van de fundamentele rechten en vrijheden. In eigen land moet dezelfde conclusie getrokken worden.

De bepaling in de wet inzake het CGKR, die stelt dat de beheerraad neutraal moet zijn, wordt systematisch met voeten

aux pieds. Il est dès lors indispensable d'inscrire dans cette loi une interdiction plus détaillée.

N° 35 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 33

Supprimer cet article.

Justification

Cet article insère dans le Code pénal une disposition qui prévoit un alourdissement de la peine minimum pour certains délits commis pour des mobiles tels que la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de l'un des critères protégés prévus soit par la loi antiracisme, soit par la loi antidiscrimination.

Les auteurs du présent amendement n'éprouvent aucune forme de haine, de mépris ou d'hostilité à l'égard de personnes répondant à l'un des critères protégés et condamnent aussi tous les délits quels qu'ils soient. Toutefois, la question se pose de savoir pourquoi un alourdissement du degré de la peine se justifie uniquement dans ces cas-là et pas dans d'autres.

Les auteurs du présent amendement ont, d'un point de vue global, du mal à comprendre pourquoi une personne coupable, par exemple, d'avoir infligé, pour un « motif abject », des coups et blessures ayant entraîné des blessures légères devrait pouvoir être sanctionnée plus lourdement qu'une personne qui a infligé des coups et blessures ayant occasionné des blessures plus graves mais sans « mobile abject ».

Si des personnes commettent un délit, les pouvoirs publics doivent considérer que tout mobile est abject, à moins que ne puisse être invoquée l'une des causes de justification prévues par la loi.

Pour les auteurs du présent amendement, il est inacceptable que les pouvoirs publics adoptent officiellement comme point de vue qu'un délit commis pour tel mobile est plus grave qu'un délit commis pour tel autre mobile, alors même que, dans le second cas, le préjudice pour la victime est aussi important voire plus important.

Les pouvoirs publics doivent au contraire faire preuve de neutralité et veiller pareillement à punir de façon adéquate tous les auteurs de tous les délits, quel que soit le mobile présumé qui les sous-tendrait.

N° 36 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 34

Supprimer cet article.

Justification

Cet article insère dans le Code pénal une disposition qui prévoit un alourdissement de la peine minimum pour certains délits commis pour des mobiles tels que la haine, le mépris ou l'hostilité

getreden. Het is dan ook noodzakelijk elke bevoegdheid voor het Centrum te schrappen.

Nr. 35 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 33

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Dit artikel voorziet dat in het Strafwetboek bij bepaalde misdrijven de minimumstraf verzwaaard wordt, wanneer een misdrijf zou gepleegd worden vanuit een bepaalde « drijfveer », die bestaat uit haat, misprijzen of vijandigheid tegenover een persoon wegens één van de beschermde criteria van hetzij de antiracismewet, hetzij de antidiscriminatiewet.

Indieners van dit amendement koesteren geen enkele haat, misprijzen of vijandigheid tegenover personen die aan één van de beschermde criteria voldoen. Zij veroordelen ook elk plegen van misdrijven. De vraag dringt zich echter wel op, waarom enkel in deze gevallen een verzwaring van de strafmaat gerechtvaardigd is, en niet in andere gevallen.

Indieners van dit amendement zijn van mening dat, globaal gezien, niet kan ingezien worden waarom een dader van bijvoorbeeld een geval van slagen en verwondingen vanuit een « verwerpelijke drijfveer » met als gevolg lichte verwondingen zwaarder moet kunnen bestraft worden dan een dader van een geval van slagen en verwondingen met als gevolg zwaardere verwondingen, maar zonder « verwerpelijke drijfveer ».

Indien personen een misdrijf begaan, dan dient de overheid zich op het standpunt te stellen dat eender welke drijfveer verwerpelijk is, tenzij het om één van de bij wet voorziene rechtvaardigingsgronden gaat.

Dat de overheid als officieel standpunt inneemt, dat een misdrijf gepleegd vanuit de ene drijfveer erger is dan een misdrijf gepleegd vanuit een andere drijfveer, ook al is de schade voor het slachtoffer even groot of zelfs groter, is voor indieners van dit amendement verwerpelijk.

De overheid dient zich integendeel neutraal op te stellen en op gelijke wijze waken over een passende bestraffing van alle daders van alle misdrijven, ongeacht de vermeende drijfveer die daaraan ten grondslag zou liggen.

Nr. 36 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 34

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Dit artikel voorziet dat in het Strafwetboek bij bepaalde misdrijven de minimumstraf verzwaaard wordt, wanneer een misdrijf zou gepleegd worden vanuit een bepaalde « drijfveer », die bestaat

à l'égard d'une personne en raison de l'un des critères protégés prévus soit par la loi antiracisme, soit par la loi antidiscrimination.

Les auteurs du présent amendement n'éprouvent aucune forme de haine, de mépris ou d'hostilité à l'égard de personnes répondant à l'un des critères protégés et condamnent aussi tous les délits quels qu'ils soient. Toutefois, la question se pose de savoir pourquoi un alourdissement du degré de la peine se justifie uniquement dans ces cas-là et pas dans d'autres.

Les auteurs du présent amendement ont, d'un point de vue global, du mal à comprendre pourquoi une personne coupable, par exemple, d'avoir infligé, pour un « motif abject », des coups et blessures ayant entraîné des blessures légères devrait pouvoir être sanctionnée plus lourdement qu'une personne qui a infligé des coups et blessures ayant occasionné des blessures plus graves mais sans « mobile abject ».

Si des personnes commettent un délit, les pouvoirs publics doivent considérer que tout mobile est abject, à moins que ne puisse être invoquée l'une des causes de justification prévues par la loi.

Pour les auteurs du présent amendement, il est inacceptable que les pouvoirs publics adoptent officiellement comme point de vue qu'un délit commis pour tel mobile est plus grave qu'un délit commis pour tel autre mobile, alors même que, dans le second cas, le préjudice pour la victime est aussi important voire plus important.

Les pouvoirs publics doivent au contraire faire preuve de neutralité et veiller pareillement à punir de façon adéquate tous les auteurs de tous les délits, quel que soit le mobile présumé qui les sous-tendrait.

N° 37 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 35

Supprimer cet article.

Justification

Cet article insère dans le Code pénal une disposition qui prévoit un alourdissement de la peine minimum pour certains délits commis pour des mobiles tels que la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de l'un des critères protégés prévus soit par la loi antiracisme, soit par la loi antidiscrimination.

Les auteurs du présent amendement n'éprouvent aucune forme de haine, de mépris ou d'hostilité à l'égard de personnes répondant à l'un des critères protégés et condamnent aussi tous les délits quels qu'ils soient. Toutefois, la question se pose de savoir pourquoi un alourdissement du degré de la peine se justifie uniquement dans ces cas-là et pas dans d'autres.

Les auteurs du présent amendement ont, d'un point de vue global, du mal à comprendre pourquoi une personne coupable, par exemple, d'avoir infligé, pour un « motif abject », des coups et blessures ayant entraîné des blessures légères devrait pouvoir être sanctionnée plus lourdement qu'une personne qui a infligé des coups et blessures ayant occasionné des blessures plus graves mais sans « mobile abject ».

Si des personnes commettent un délit, les pouvoirs publics doivent considérer que tout mobile est abject, à moins que ne

uit haat, misprijzen of vijandigheid tegenover een persoon wegens één van de beschermde criteria van hetzij de antiracismewet, hetzij de antidiscriminatiewet.

Indieners van dit amendement koesteren geen enkele haat, misprijzen of vijandigheid tegenover personen die aan één van de beschermde criteria voldoen. Zij veroordelen ook elk plegen van misdrijven. De vraag dringt zich echter wel op, waarom enkel in deze gevallen een verzwaring van de strafmaat gerechtvaardigd is, en niet in andere gevallen.

Indieners van dit amendement zijn van mening dat, globaal gezien, niet kan ingezien worden waarom een dader van bijvoorbeeld een geval van slagen en verwondingen vanuit een « verwerpelijke drijfveer » met als gevolg lichte verwondingen zwaarder moet kunnen bestraft worden dan een dader van een geval van slagen en verwondingen met als gevolg zwaardere verwondingen, maar zonder « verwerpelijke drijfveer ».

Indien personen een misdrijf begaan, dan dient de overheid zich op het standpunt te stellen dat eender welke drijfveer verwerpelijk is, tenzij het om één van de bij wet voorziene rechtvaardigingsgronden gaat.

Dat de overheid als officieel standpunt inneemt, dat een misdrijf gepleegd vanuit de ene drijfveer erger is dan een misdrijf gepleegd vanuit een andere drijfveer, ook al is de schade voor het slachtoffer even groot of zelfs groter, is voor indieners van dit amendement verwerpelijk.

De overheid dient zich integendeel neutraal op te stellen en op gelijke wijze waken over een passende bestraffing van alle daders van alle misdrijven, ongeacht de vermeende drijfveer die daaraan ten grondslag zou liggen.

Nr. 37 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Ar. 35

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Dit artikel voorziet dat in het Strafwetboek bij bepaalde misdrijven de minimumstraf verhoogd wordt, wanneer een misdrijf zou gepleegd worden vanuit een bepaalde « drijfveer », die bestaat uit haat, misprijzen of vijandigheid tegenover een persoon wegens één van de beschermde criteria van hetzij de antiracismewet, hetzij de antidiscriminatiewet.

Indieners van dit amendement koesteren geen enkele haat, misprijzen of vijandigheid tegenover personen die aan één van de beschermde criteria voldoen. Zij veroordelen ook elk plegen van misdrijven. De vraag dringt zich echter wel op, waarom enkel in deze gevallen een verzwaring van de strafmaat gerechtvaardigd is, en niet in andere gevallen.

Indieners van dit amendement zijn van mening dat, globaal gezien, niet kan ingezien worden waarom een dader van bijvoorbeeld een geval van slagen en verwondingen vanuit een « verwerpelijke drijfveer » met als gevolg lichte verwondingen zwaarder moet kunnen bestraft worden dan een dader van een geval van slagen en verwondingen met als gevolg zwaardere verwondingen, maar zonder « verwerpelijke drijfveer ».

Indien personen een misdrijf begaan, dan dient de overheid zich op het standpunt te stellen dat eender welke drijfveer verwerpelijk

puisse être invoquée l'une des causes de justification prévues par la loi.

Pour les auteurs du présent amendement, il est inacceptable que les pouvoirs publics adoptent officiellement comme point de vue qu'un délit commis pour tel mobile est plus grave qu'un délit commis pour tel autre mobile, alors même que, dans le second cas, le préjudice pour la victime est aussi important voire plus important.

Les pouvoirs publics doivent au contraire faire preuve de neutralité et veiller pareillement à punir de façon adéquate tous les auteurs de tous les délits, quel que soit le mobile présumé qui les sous-tendrait.

N° 38 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 36

Supprimer cet article.

Justification

Cet article insère dans le Code pénal une disposition qui prévoit un alourdissement de la peine minimum pour certains délits commis pour des mobiles tels que la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de l'un des critères protégés prévus soit par la loi antiracisme, soit par la loi antidiscrimination.

Les auteurs du présent amendement n'éprouvent aucune forme de haine, de mépris ou d'hostilité à l'égard de personnes répondant à l'un des critères protégés et condamnant aussi tous les délits quels qu'ils soient. Toutefois, la question se pose de savoir pourquoi un alourdissement du degré de la peine se justifie uniquement dans ces cas-là et pas dans d'autres.

Les auteurs du présent amendement ont, d'un point de vue global, du mal à comprendre pourquoi une personne coupable, par exemple, d'avoir infligé, pour un « motif abject », des coups et blessures ayant entraîné des blessures légères devrait pouvoir être sanctionnée plus lourdement qu'une personne qui a infligé des coups et blessures ayant occasionné des blessures plus graves mais sans « mobile abject ».

Si des personnes commettent un délit, les pouvoirs publics doivent considérer que tout mobile est abject, à moins que ne puisse être invoquée l'une des causes de justification prévues par la loi.

Pour les auteurs du présent amendement, il est inacceptable que les pouvoirs publics adoptent officiellement comme point de vue qu'un délit commis pour tel mobile est plus grave qu'un délit commis pour tel autre mobile, alors même que, dans le second cas, le préjudice pour la victime est aussi important voire plus important.

Les pouvoirs publics doivent au contraire faire preuve de neutralité et veiller pareillement à punir de façon adéquate tous les auteurs de tous les délits, quel que soit le mobile présumé qui les sous-tendrait.

is, tenzij het om één van de bij wet voorziene rechtvaardigingsgronden gaat.

Dat de overheid als officieel standpunt inneemt, dat een misdrijf gepleegd vanuit de ene drijfveer erger is dan een misdrijf gepleegd vanuit een andere drijfveer, ook al is de schade voor het slachtoffer even groot of zelfs groter, is voor indieners van dit amendement verwerpelijk.

De overheid dient zich integendeel neutraal op te stellen en op gelijke wijze waken over een passende bestraffing van alle daders van alle misdrijven, ongeacht de vermeende drijfveer die daaraan ten grondslag zou liggen.

Nr. 38 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 36

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Dit artikel voorziet dat in het Strafwetboek bij bepaalde misdrijven de minimumstraf verzwaaard wordt, wanneer een misdrijf zou gepleegd worden vanuit een bepaalde « drijfveer », die bestaat uit haat, misprijzen of vijandigheid tegenover een persoon wegens één van de beschermde criteria van hetzij de antiracismewet, hetzij de antidiscriminatiewet.

Indieners van dit amendement koesteren geen enkele haat, misprijzen of vijandigheid tegenover personen die aan één van de beschermde criteria voldoen. Zij veroordelen ook elk plegen van misdrijven. De vraag dringt zich echter wel op, waarom enkel in deze gevallen een verzwaring van de strafmaat gerechtvaardigd is, en niet in andere gevallen.

Indieners van dit amendement zijn van mening dat, globaal gezien, niet kan ingezien worden waarom een dader van bijvoorbeeld een geval van slagen en verwondingen vanuit een « verwerpelijke drijfveer » met als gevolg lichte verwondingen zwaarder moet kunnen bestraft worden dan een dader van een geval van slagen en verwondingen met als gevolg zwaardere verwondingen, maar zonder « verwerpelijke drijfveer ».

Indien personen een misdrijf begaan, dan dient de overheid zich op het standpunt te stellen dat eender welke drijfveer verwerpelijk is, tenzij het om één van de bij wet voorziene rechtvaardigingsgronden gaat.

Dat de overheid als officieel standpunt inneemt, dat een misdrijf gepleegd vanuit de ene drijfveer erger is dan een misdrijf gepleegd vanuit een andere drijfveer, ook al is de schade voor het slachtoffer even groot of zelfs groter, is voor indieners van dit amendement verwerpelijk.

De overheid dient zich integendeel neutraal op te stellen en op gelijke wijze waken over een passende bestraffing van alle daders van alle misdrijven, ongeacht de vermeende drijfveer die daaraan ten grondslag zou liggen.

N° 39 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 37

Supprimer cet article.

Justification

Cet article insère dans le Code pénal une disposition qui prévoit un alourdissement de la peine minimum pour certains délits commis pour des mobiles tels que la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de l'un des critères protégés prévus soit par la loi antiracisme, soit par la loi antidiscrimination.

Les auteurs du présent amendement n'éprouvent aucune forme de haine, de mépris ou d'hostilité à l'égard de personnes répondant à l'un des critères protégés et condamnent aussi tous les délits quels qu'ils soient. Toutefois, la question se pose de savoir pourquoi un alourdissement du degré de la peine se justifie uniquement dans ces cas-là et pas dans d'autres.

Les auteurs du présent amendement ont, d'un point de vue global, du mal à comprendre pourquoi une personne coupable, par exemple, d'avoir infligé, pour un « motif abject », des coups et blessures ayant entraîné des blessures légères devrait pouvoir être sanctionnée plus lourdement qu'une personne qui a infligé des coups et blessures ayant occasionné des blessures plus graves mais sans « mobile abject ».

Si des personnes commettent un délit, les pouvoirs publics doivent considérer que tout mobile est abject, à moins que ne puisse être invoquée l'une des causes de justification prévues par la loi.

Pour les auteurs du présent amendement, il est inacceptable que les pouvoirs publics adoptent officiellement comme point de vue qu'un délit commis pour tel mobile est plus grave qu'un délit commis pour tel autre mobile, alors même que, dans le second cas, le préjudice pour la victime est aussi important voire plus important.

Les pouvoirs publics doivent au contraire faire preuve de neutralité et veiller pareillement à punir de façon adéquate tous les auteurs de tous les délits, quel que soit le mobile présumé qui les sous-tendrait.

N° 40 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 38

Supprimer cet article.

Justification

Cet article insère dans le Code pénal une disposition qui prévoit un alourdissement de la peine minimum pour certains délits commis pour des mobiles tels que la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de l'un des critères protégés prévus soit par la loi antiracisme, soit par la loi antidiscrimination.

Nr. 39 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 37

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Dit artikel voorziet dat in het Strafwetboek bij bepaalde misdrijven de minimumstraf verzwaaard wordt, wanneer een misdrijf zou gepleegd worden vanuit een bepaalde « drijfveer », die bestaat uit haat, misprijzen of vijandigheid tegenover een persoon wegens één van de beschermde criteria van hetzij de antiracismewet, hetzij de antidiscriminatiewet.

Indieners van dit amendement koesteren geen enkele haat, misprijzen of vijandigheid tegenover personen die aan één van de beschermde criteria voldoen. Zij veroordelen ook elk plegen van misdrijven. De vraag dringt zich echter wel op, waarom enkel in deze gevallen een verzwaring van de strafmaat gerechtvaardigd is, en niet in andere gevallen.

Indieners van dit amendement zijn van mening dat, globaal gezien, niet kan ingezien worden waarom een dader van bijvoorbeeld een geval van slagen en verwondingen vanuit een « verwerpelijke drijfveer » met als gevolg lichte verwondingen zwaarder moet kunnen bestraft worden dan een dader van een geval van slagen en verwondingen met als gevolg zwaardere verwondingen, maar zonder « verwerpelijke drijfveer ».

Indien personen een misdrijf begaan, dan dient de overheid zich op het standpunt te stellen dat eender welke drijfveer verwerpelijk is, tenzij het om één van de bij wet voorziene rechtvaardigingsgronden gaat.

Dat de overheid als officieel standpunt inneemt, dat een misdrijf gepleegd vanuit de ene drijfveer erger is dan een misdrijf gepleegd vanuit een andere drijfveer, ook al is de schade voor het slachtoffer even groot of zelfs groter, is voor indieners van dit amendement verwerpelijk.

De overheid dient zich integendeel neutraal op te stellen en op gelijke wijze waken over een passende bestraffing van alle daders van alle misdrijven, ongeacht de vermeende drijfveer die daaraan ten grondslag zou liggen.

Nr. 40 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 38

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Dit artikel voorziet dat in het Strafwetboek bij bepaalde misdrijven de minimumstraf verzwaaard wordt, wanneer een misdrijf zou gepleegd worden vanuit een bepaalde « drijfveer », die bestaat uit haat, misprijzen of vijandigheid tegenover een persoon wegens één van de beschermde criteria van hetzij de antiracismewet, hetzij de antidiscriminatiewet.

Les auteurs du présent amendement n'éprouvent aucune forme de haine, de mépris ou d'hostilité à l'égard de personnes répondant à l'un des critères protégés et condamnent aussi tous les délits quels qu'ils soient. Toutefois, la question se pose de savoir pourquoi un alourdissement du degré de la peine se justifie uniquement dans ces cas-là et pas dans d'autres.

Les auteurs du présent amendement ont, d'un point de vue global, du mal à comprendre pourquoi une personne coupable, par exemple, d'avoir infligé, pour un « motif abject », des coups et blessures ayant entraîné des blessures légères devrait pouvoir être sanctionnée plus lourdement qu'une personne qui a infligé des coups et blessures ayant occasionné des blessures plus graves mais sans « mobile abject ».

Si des personnes commettent un délit, les pouvoirs publics doivent considérer que tout mobile est abject, à moins que ne puisse être invoquée l'une des causes de justification prévues par la loi.

Pour les auteurs du présent amendement, il est inacceptable que les pouvoirs publics adoptent officiellement comme point de vue qu'un délit commis pour tel mobile est plus grave qu'un délit commis pour tel autre mobile, alors même que, dans le second cas, le préjudice pour la victime est aussi important voire plus important.

Les pouvoirs publics doivent au contraire faire preuve de neutralité et veiller pareillement à punir de façon adéquate tous les auteurs de tous les délits, quel que soit le mobile présumé qui les sous-tendrait.

N° 41 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 39

Supprimer cet article.

Justification

Cet article insère dans le Code pénal une disposition qui prévoit un alourdissement de la peine minimum pour certains délits commis pour des mobiles tels que la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de l'un des critères protégés prévus soit par la loi antiracisme, soit par la loi antidiscrimination.

Les auteurs du présent amendement n'éprouvent aucune forme de haine, de mépris ou d'hostilité à l'égard de personnes répondant à l'un des critères protégés et condamnent aussi tous les délits quels qu'ils soient. Toutefois, la question se pose de savoir pourquoi un alourdissement du degré de la peine se justifie uniquement dans ces cas-là et pas dans d'autres.

Les auteurs du présent amendement ont, d'un point de vue global, du mal à comprendre pourquoi une personne coupable, par exemple, d'avoir infligé, pour un « motif abject », des coups et blessures ayant entraîné des blessures légères devrait pouvoir être sanctionnée plus lourdement qu'une personne qui a infligé des coups et blessures ayant occasionné des blessures plus graves mais sans « mobile abject ».

Si des personnes commettent un délit, les pouvoirs publics doivent considérer que tout mobile est abject, à moins que ne puisse être invoquée l'une des causes de justification prévues par la loi.

Indieners van dit amendement koesteren geen enkele haat, misprijzen of vijandigheid tegenover personen die aan één van de beschermde criteria voldoen. Zij veroordelen ook elk plegen van misdrijven. De vraag dringt zich echter wel op, waarom enkel in deze gevallen een verzwaring van de strafmaat gerechtvaardigd is, en niet in andere gevallen.

Indieners van dit amendement zijn van mening dat, globaal gezien, niet kan ingezien worden waarom een dader van bijvoorbeeld een geval van slagen en verwondingen vanuit een « verwerpelijke drijfveer » met als gevolg lichte verwondingen zwaarder moet kunnen bestraft worden dan een dader van een geval van slagen en verwondingen met als gevolg zwaardere verwondingen, maar zonder « verwerpelijke drijfveer ».

Indien personen een misdrijf begaan, dan dient de overheid zich op het standpunt te stellen dat eender welke drijfveer verwerpelijk is, tenzij het om één van de bij wet voorziene rechtvaardigingsgronden gaat.

Dat de overheid als officieel standpunt inneemt, dat een misdrijf gepleegd vanuit de ene drijfveer erger is dan een misdrijf gepleegd vanuit een andere drijfveer, ook al is de schade voor het slachtoffer even groot of zelfs groter, is voor indieners van dit amendement verwerpelijk.

De overheid dient zich integendeel neutraal op te stellen en op gelijke wijze waken over een passende bestraffing van alle daders van alle misdrijven, ongeacht de vermeende drijfveer die daaraan ten grondslag zou liggen.

Nr. 41 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 39

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Dit artikel voorziet dat in het Strafwetboek bij bepaalde misdrijven de minimumstraf verzwaaard wordt, wanneer een misdrijf zou gepleegd worden vanuit een bepaalde « drijfveer », die bestaat uit haat, misprijzen of vijandigheid tegenover een persoon wegens één van de beschermde criteria van hetzij de antiracismewet, hetzij de antidiscriminatiewet.

Indieners van dit amendement koesteren geen enkele haat, misprijzen of vijandigheid tegenover personen die aan één van de beschermde criteria voldoen. Zij veroordelen ook elk plegen van misdrijven. De vraag dringt zich echter wel op, waarom enkel in deze gevallen een verzwaring van de strafmaat gerechtvaardigd is, en niet in andere gevallen.

Indieners van dit amendement zijn van mening dat, globaal gezien, niet kan ingezien worden waarom een dader van bijvoorbeeld een geval van slagen en verwondingen vanuit een « verwerpelijke drijfveer » met als gevolg lichte verwondingen zwaarder moet kunnen bestraft worden dan een dader van een geval van slagen en verwondingen met als gevolg zwaardere verwondingen, maar zonder « verwerpelijke drijfveer ».

Indien personen een misdrijf begaan, dan dient de overheid zich op het standpunt te stellen dat eender welke drijfveer verwerpelijk is, tenzij het om één van de bij wet voorziene rechtvaardigingsgronden gaat.

Pour les auteurs du présent amendement, il est inacceptable que les pouvoirs publics adoptent officiellement comme point de vue qu'un délit commis pour tel mobile est plus grave qu'un délit commis pour tel autre mobile, alors même que, dans le second cas, le préjudice pour la victime est aussi important voire plus important.

Les pouvoirs publics doivent au contraire faire preuve de neutralité et veiller pareillement à punir de façon adéquate tous les auteurs de tous les délits, quel que soit le mobile présumé qui les sous-tendrait.

N° 42 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 40

Supprimer cet article.

Justification

Cet article insère dans le Code pénal une disposition qui prévoit un alourdissement de la peine minimum pour certains délits commis pour des mobiles tels que la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de l'un des critères protégés prévus soit par la loi antiracisme, soit par la loi antidiscrimination.

Les auteurs du présent amendement n'éprouvent aucune forme de haine, de mépris ou d'hostilité à l'égard de personnes répondant à l'un des critères protégés et condamnent aussi tous les délits quels qu'ils soient. Toutefois, la question se pose de savoir pourquoi un alourdissement du degré de la peine se justifie uniquement dans ces cas-là et pas dans d'autres.

Les auteurs du présent amendement ont, d'un point de vue global, du mal à comprendre pourquoi une personne coupable, par exemple, d'avoir infligé, pour un « motif abject », des coups et blessures ayant entraîné des blessures légères devrait pouvoir être sanctionnée plus lourdement qu'une personne qui a infligé des coups et blessures ayant occasionné des blessures plus graves mais sans « mobile abject ».

Si des personnes commettent un délit, les pouvoirs publics doivent considérer que tout mobile est abject, à moins que ne puisse être invoquée l'une des causes de justification prévues par la loi.

Pour les auteurs du présent amendement, il est inacceptable que les pouvoirs publics adoptent officiellement comme point de vue qu'un délit commis pour tel mobile est plus grave qu'un délit commis pour tel autre mobile, alors même que, dans le second cas, le préjudice pour la victime est aussi important voire plus important.

Les pouvoirs publics doivent au contraire faire preuve de neutralité et veiller pareillement à punir de façon adéquate tous les auteurs de tous les délits, quel que soit le mobile présumé qui les sous-tendrait.

Dat de overheid als officieel standpunt inneemt, dat een misdrijf gepleegd vanuit de ene drijfveer erger is dan een misdrijf gepleegd vanuit een andere drijfveer, ook al is de schade voor het slachtoffer even groot of zelfs groter, is voor indieners van dit amendement verwerpelijk.

De overheid dient zich integendeel neutraal op te stellen en op gelijke wijze waken over een passende bestraffing van alle daders van alle misdrijven, ongeacht de vermeende drijfveer die daaraan ten grondslag zou liggen.

Nr. 42 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 40

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Dit artikel voorziet dat in het Strafwetboek bij bepaalde misdrijven de minimumstraf verzwaaard wordt, wanneer een misdrijf zou gepleegd worden vanuit een bepaalde « drijfveer », die bestaat uit haat, misprijzen of vijandigheid tegenover een persoon wegens één van de beschermde criteria van hetzij de antiracismewet, hetzij de antidiscriminatiewet.

Indieners van dit amendement koesteren geen enkele haat, misprijzen of vijandigheid tegenover personen die aan één van de beschermde criteria voldoen. Zij veroordelen ook elk plegen van misdrijven. De vraag dringt zich echter wel op, waarom enkel in deze gevallen een verzwaring van de strafmaat gerechtvaardigd is, en niet in andere gevallen.

Indieners van dit amendement zijn van mening dat, globaal gezien, niet kan ingezien worden waarom een dader van bijvoorbeeld een geval van slagen en verwondingen vanuit een « verwerpelijke drijfveer » met als gevolg lichte verwondingen zwaarder moet kunnen bestraft worden dan een dader van een geval van slagen en verwondingen met als gevolg zwaardere verwondingen, maar zonder « verwerpelijke drijfveer ».

Indien personen een misdrijf begaan, dan dient de overheid zich op het standpunt te stellen dat eender welke drijfveer verwerpelijk is, tenzij het om één van de bij wet voorziene rechtvaardigingsgronden gaat.

Dat de overheid als officieel standpunt inneemt, dat een misdrijf gepleegd vanuit de ene drijfveer erger is dan een misdrijf gepleegd vanuit een andere drijfveer, ook al is de schade voor het slachtoffer even groot of zelfs groter, is voor indieners van dit amendement verwerpelijk.

De overheid dient zich integendeel neutraal op te stellen en op gelijke wijze waken over een passende bestraffing van alle daders van alle misdrijven, ongeacht de vermeende drijfveer die daaraan ten grondslag zou liggen.

N° 43 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 41

Supprimer cet article.

Justification

Cet article insère dans le Code pénal une disposition qui prévoit un alourdissement de la peine minimum pour certains délits commis pour des mobiles tels que la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de l'un des critères protégés prévus soit par la loi antiracisme, soit par la loi antidiscrimination.

Les auteurs du présent amendement n'éprouvent aucune forme de haine, de mépris ou d'hostilité à l'égard de personnes répondant à l'un des critères protégés et condamnent aussi tous les délits quels qu'ils soient. Toutefois, la question se pose de savoir pourquoi un alourdissement du degré de la peine se justifie uniquement dans ces cas-là et pas dans d'autres.

Les auteurs du présent amendement ont, d'un point de vue global, du mal à comprendre pourquoi une personne coupable, par exemple, d'avoir infligé, pour un « motif abject », des coups et blessures ayant entraîné des blessures légères devrait pouvoir être sanctionnée plus lourdement qu'une personne qui a infligé des coups et blessures ayant occasionné des blessures plus graves mais sans « mobile abject ».

Si des personnes commettent un délit, les pouvoirs publics doivent considérer que tout mobile est abject, à moins que ne puisse être invoquée l'une des causes de justification prévues par la loi.

Pour les auteurs du présent amendement, il est inacceptable que les pouvoirs publics adoptent officiellement comme point de vue qu'un délit commis pour tel mobile est plus grave qu'un délit commis pour tel autre mobile, alors même que, dans le second cas, le préjudice pour la victime est aussi important voire plus important.

Les pouvoirs publics doivent au contraire faire preuve de neutralité et veiller pareillement à punir de façon adéquate tous les auteurs de tous les délits, quel que soit le mobile présumé qui les sous-tendrait.

N° 44 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 42

Supprimer cet article.

Justification

Cet article insère dans le Code pénal une disposition qui prévoit un alourdissement de la peine minimum pour certains délits commis pour des mobiles tels que la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de l'un des critères protégés prévus soit par la loi antiracisme, soit par la loi antidiscrimination.

Nr. 43 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 41

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Dit artikel voorziet dat in het Strafwetboek bij bepaalde misdrijven de minimumstraf verzwaard wordt, wanneer een misdrijf zou gepleegd worden vanuit een bepaalde « drijfveer », die bestaat uit haat, misprijzen of vijandigheid tegenover een persoon wegens één van de beschermde criteria van hetzij de antiracismewet, hetzij de antidiscriminatiewet.

Indieners van dit amendement koesteren geen enkele haat, misprijzen of vijandigheid tegenover personen die aan één van de beschermde criteria voldoen. Zij veroordelen ook elk plegen van misdrijven. De vraag dringt zich echter wel op, waarom enkel in deze gevallen een verzwaring van de strafmaat gerechtvaardigd is, en niet in andere gevallen.

Indieners van dit amendement zijn van mening dat, globaal gezien, niet kan ingezien worden waarom een dader van bijvoorbeeld een geval van slagen en verwondingen vanuit een « verwerpelijke drijfveer » met als gevolg lichte verwondingen zwaarder moet kunnen bestraft worden dan een dader van een geval van slagen en verwondingen met als gevolg zwaardere verwondingen, maar zonder « verwerpelijke drijfveer ».

Indien personen een misdrijf begaan, dan dient de overheid zich op het standpunt te stellen dat eender welke drijfveer verwerpelijk is, tenzij het om één van de bij wet voorziene rechtvaardigingsgronden gaat.

Dat de overheid als officieel standpunt inneemt, dat een misdrijf gepleegd vanuit de ene drijfveer erger is dan een misdrijf gepleegd vanuit een andere drijfveer, ook al is de schade voor het slachtoffer even groot of zelfs groter, is voor indieners van dit amendement verwerpelijk.

De overheid dient zich integendeel neutraal op te stellen en op gelijke wijze waken over een passende bestraffing van alle daders van alle misdrijven, ongeacht de vermeende drijfveer die daaraan ten grondslag zou liggen.

Nr. 44 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 42

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Dit artikel voorziet dat in het Strafwetboek bij bepaalde misdrijven de minimumstraf verzwaard wordt, wanneer een misdrijf zou gepleegd worden vanuit een bepaalde « drijfveer », die bestaat uit haat, misprijzen of vijandigheid tegenover een persoon wegens één van de beschermde criteria van hetzij de antiracismewet, hetzij de antidiscriminatiewet.

Les auteurs du présent amendement n'éprouvent aucune forme de haine, de mépris ou d'hostilité à l'égard de personnes répondant à l'un des critères protégés et condamnent aussi tous les délits quels qu'ils soient. Toutefois, la question se pose de savoir pourquoi un alourdissement du degré de la peine se justifie uniquement dans ces cas-là et pas dans d'autres.

Les auteurs du présent amendement ont, d'un point de vue global, du mal à comprendre pourquoi une personne coupable, par exemple, d'avoir infligé, pour un « motif abject », des coups et blessures ayant entraîné des blessures légères devrait pouvoir être sanctionnée plus lourdement qu'une personne qui a infligé des coups et blessures ayant occasionné des blessures plus graves mais sans « mobile abject ».

Si des personnes commettent un délit, les pouvoirs publics doivent considérer que tout mobile est abject, à moins que ne puisse être invoquée l'une des causes de justification prévues par la loi.

Pour les auteurs du présent amendement, il est inacceptable que les pouvoirs publics adoptent officiellement comme point de vue qu'un délit commis pour tel mobile est plus grave qu'un délit commis pour tel autre mobile, alors même que, dans le second cas, le préjudice pour la victime est aussi important voire plus important.

Les pouvoirs publics doivent au contraire faire preuve de neutralité et veiller pareillement à punir de façon adéquate tous les auteurs de tous les délits, quel que soit le mobile présumé qui les sous-tendrait.

N° 45 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 43

Supprimer cet article.

Justification

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, organisme largement financé par l'État et doté d'un personnel pléthorique, est censé veiller au respect de la loi antidiscrimination en toute neutralité et en toute indépendance.

Depuis sa création, ce Centre n'est jamais parvenu à afficher cette neutralité. La raison en est que le conseil d'administration regorge ouvertement de collaborateurs du gouvernement, de ministres et de partis politiques.

La composition du conseil d'administration change assez souvent. Toutefois, à l'époque des poursuites intentées contre le Vlaams Blok, le VLD Stefan Ector, la figure de proue de Spirit, Vic Anciaux, la députée CD&V Nahima Lanjri, les hommes politiques Tarik Fraihi et El Mouden, et même le chef de cabinet adjoint du ministre des Affaires étrangères, y siégeaient sans vergogne.

Par conséquent, le Centre était et est encore avant tout un organisme qui vise l'opposition.

S'il y avait, en Russie ou aux États-Unis, un organisme public dirigé par des représentants du gouvernement dont le but est de s'en prendre à l'opposition, on parlerait à juste titre de pratiques antidémocratiques, d'abus de pouvoir et d'atteinte aux droits et aux libertés fondamentaux. Il faut tirer la même conclusion dans notre pays.

Indieners van dit amendement koesteren geen enkele haat, misprijzen of vijandigheid tegenover personen die aan één van de beschermde criteria voldoen. Zij veroordelen ook elk plegen van misdrijven. De vraag dringt zich echter wel op, waarom enkel in deze gevallen een verzwareing van de strafmaat gerechtvaardigd is, en niet in andere gevallen.

Indieners van dit amendement zijn van mening dat, globaal gezien, niet kan ingezien worden waarom een dader van bijvoorbeeld een geval van slagen en verwondingen vanuit een « verwerpelijke drijfveer » met als gevolg lichte verwondingen zwaarder moet kunnen bestraft worden dan een dader van een geval van slagen en verwondingen met als gevolg zwaardere verwondingen, maar zonder « verwerpelijke drijfveer ».

Indien personen een misdrijf begaan, dan dient de overheid zich op het standpunt te stellen dat eender welke drijfveer verwerpelijk is, tenzij het om één van de bij wet voorziene rechtvaardigingsgronden gaat.

Dat de overheid als officieel standpunt inneemt, dat een misdrijf gepleegd vanuit de ene drijfveer erger is dan een misdrijf gepleegd vanuit een andere drijfveer, ook al is de schade voor het slachtoffer even groot of zelfs groter, is voor indieners van dit amendement verwerpelijk.

De overheid dient zich integendeel neutraal op te stellen en op gelijke wijze waken over een passende bestraffing van alle daders van alle misdrijven, ongeacht de vermeende drijfveer die daaraan ten grondslag zou liggen.

Nr. 45 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 43

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding is een door de overheid ruim gefinancierd en massaal van personeel voorziene instelling die geacht wordt neutraal en onafhankelijk toe te zien op naleving van de antidiscriminatiewet.

Sedert haar oprichting is dit Centrum er nooit in geslaagd, deze neutraliteit waar te maken. De oorzaak is dat de beheerraad openlijk bevolkt is met medewerkers van regering, ministers en politieke partijen.

De beheerraad wijzigt nogal vaak in samenstelling, maar ten tijde van de vervolging van de partij Vlaams Blok werd er schamteloos in gezeteld door VLD-politicus Stefan Ector, door Spirit-boegbeeld Vic Anciaux, door CD&V-kamerlid Nahima Lanjri, door politicus Tarik Fraihi, door politicus El Mouden, en zelfs door de adjunct-kabinetschef van de minister van Buitenlandse Zaken.

Het Centrum was en is dan ook nog steeds in de eerste plaats een instelling die de oppositie viseert.

Indien in Rusland of de VS een overheidsinstelling actief zou zijn, bestuurd door vertegenwoordigers van de regering met als doel de oppositie aan te vallen, dan zou men terecht spreken van ondemocratische praktijken, machtsmisbruik en een aantasting van de fundamentele rechten en vrijheden. In eigen land moet dezelfde conclusie getrokken worden.

La disposition figurant dans la loi relative au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, qui prescrit que le conseil d'administration doit être neutre, est systématiquement bafouée. Il est dès lors nécessaire de retirer toute compétence au Centre.

N° 46 DE M. CEDER ET MME VAN DER-MEERSCH

Art. 44

Supprimer cet article.

Justification

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, organisme largement financé par l'État et doté d'un personnel pléthorique, est censé veiller au respect de la loi antidiscrimination en toute neutralité et en toute indépendance.

Depuis sa création, ce Centre n'est jamais parvenu à afficher cette neutralité. La raison en est que le conseil d'administration regorge ouvertement de collaborateurs du gouvernement, de ministres et de partis politiques.

La composition du conseil d'administration change assez souvent. Toutefois, à l'époque des poursuites intentées contre le Vlaams Blok, le VLD Stefan Ector, la figure de proue de Spirit, Vic Anciaux, la députée CD&V Nahima Lanjri, les hommes politiques Tarik Fraihi et El Mouden, et même le chef de cabinet adjoint du ministre des Affaires étrangères, y siégeaient sans vergogne.

Par conséquent, le Centre était et est encore avant tout un organisme qui vise l'opposition.

S'il y avait, en Russie ou aux États-Unis, un organisme public dirigé par des représentants du gouvernement dont le but est de s'en prendre à l'opposition, on parlerait à juste titre de pratiques antidémocratiques, d'abus de pouvoir et d'atteinte aux droits et aux libertés fondamentaux. Il faut tirer la même conclusion dans notre pays.

La disposition figurant dans la loi relative au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, qui prescrit que le conseil d'administration doit être neutre, est systématiquement bafouée. Il est dès lors nécessaire de retirer toute compétence au Centre.

De bepaling in de wet inzake het CGKR, die stelt dat de beheerraad neutraal moet zijn, wordt systematisch met voeten getreden. Het is dan ook noodzakelijk elke bevoegdheid voor het Centrum te schrappen.

Nr. 46 VAN DE HEER CEDER EN MEVROUW VAN DERMEERSCH

Art. 44

Dit artikel doen vervallen.

Verantwoording

Het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding is een door de overheid ruim gefinancierd en massaal van personeel voorziene instelling die geacht wordt neutraal en onafhankelijk toe te zien op naleving van de antidiscriminatiewet.

Sedert haar oprichting is dit Centrum er nooit in geslaagd, deze neutraliteit waar te maken. De oorzaak is dat de beheerraad openlijk bevolkt is met medewerkers van regering, ministers en politieke partijen.

De beheerraad wijzigt nogal vaak in samenstelling, maar ten tijde van de vervolging van de partij Vlaams Blok werd er schamteloos in gezeteld door VLD-politicus Stefan Ector, door Spirit.-boegbeeld Vic Anciaux, door CD&V-kamerlid Nahima Lanjri, door politicus Tarik Fraihi, door politicus El Mouden, en zelfs door de adjunct-kabinetschef van de minister van Buitenlandse Zaken.

Het Centrum was en is dan ook nog steeds in de eerste plaats een instelling die de oppositie viseert.

Indien in Rusland of de VS een overheidsinstelling actief zou zijn, bestuurd door vertegenwoordigers van de regering met als doel de oppositie aan te vallen, dan zou men terecht spreken van ondemocratische praktijken, machtsmisbruik en een aantasting van de fundamentele rechten en vrijheden. In eigen land moet dezelfde conclusie getrokken worden.

De bepaling in de wet inzake het CGKR, die stelt dat de beheerraad neutraal moet zijn, wordt systematisch met voeten getreden. Het is dan ook noodzakelijk elke bevoegdheid voor het Centrum te schrappen.

Jurgen CEDER.
Anke VAN DERMEERSCH.